

Quelles perspectives pour le partenariat stratégique sino-russe ?

mardi 1er avril 2008, par [Sébastien FONTAINE](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Sébastien FONTAINE](#), **Quelles perspectives pour le partenariat stratégique sino-russe ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 1er avril 2008.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Au lendemain de l'effondrement de l'URSS, les relations entre la Russie et la Chine ont été conduites sous le signe de la normalisation et de la convergence politique. Ensemble, elles ont construit un partenariat stratégique qui visait à promouvoir toutes sortes de coopérations. Elles ont rassemblé leurs efforts pour lutter contre l'hégémonie américaine. Elles ont également développé leurs échanges économiques, en particulier dans les domaines militaro-techniques et énergétiques.

Toutefois, ces divers rapprochements ont dans un même temps suscité de nombreuses préoccupations parmi les dirigeants russes. La Chine, qui modernise son armée de manière alarmante, pourrait représenter une menace stratégique sur le long terme. De plus, les responsables russes souhaiteraient élargir la coopération économique au-delà de l'approvisionnement en ressources énergétiques, ce que la Chine se montre peu disposée à faire. Enfin, l'ascension extraordinaire de la Chine pourrait bien placer le voisin russe en position d'éternel « junior ».

Difficile dans ces conditions d'imaginer que le partenariat sino-russe soit voué à se développer significativement. Au contraire, la Russie, qui vient juste de se relancer sur le plan économique, pourrait bien se montrer plus exigeante vis-à-vis de son voisin chinois. Cela risque de se traduire par une période de stagnation dans les diverses coopérations entre ces deux grandes nations.

Mémoire de géopolitique rédigé au Collège Interarmées de Défense dans le cadre du séminaire « Russie » dirigé par Isabelle Facon.

AU LENDEMAIN de l'effondrement de l'empire soviétique, le développement des relations de la Russie avec son voisin chinois constitue un succès indéniable dans la politique extérieure menée par Moscou. Alors que l'influence de la Russie déclinait pratiquement sur tous les fronts, les relations entre ces deux pays ont été conduites sous le signe de la normalisation et de la convergence politique. Un partenariat stratégique s'est naturellement établi entre ces deux pays. Il a permis d'instaurer les conditions favorables pour un rapprochement dans de nombreux domaines.

Par exemple, au niveau des relations internationales, la Russie et [la Chine](#) partagent une vision commune à propos de la nature des relations entre tous les pays du monde. En l'occurrence, le principe d'indépendance nationale, qui se caractérise par le droit à la souveraineté de chaque pays et l'intégrité territoriale sont considérés comme des conditions fondamentales pour l'équilibre international. Indirectement, ils souhaitent former une alternative à la vision hégémonique des Etats-Unis, afin de pouvoir contrer la stratégie d'influence américaine à travers le monde. Sur le plan économique, certaines de leurs coopérations ont été très fructueuses depuis le début des années 1990, au rang desquelles on peut citer la coopération militaro-technique (terme employé dans le jargon russe courant). Cependant, ayant connu de nombreuses difficultés pour assumer correctement la transition entre la fin de l'époque soviétique et l'ère de la société libérale, la Russie est consciente plus que jamais que le développement économique du pays est devenu la condition impérative qui lui permettra de renouer avec son statut de grande puissance mondiale. A cet égard, ses intérêts ne sont pas nécessairement compatibles avec les objectifs visés par les responsables chinois sur le long terme. Ce paradoxe soulève de nombreuses questions : la Russie peut-elle concilier son envie

de regagner sa place de premier rang avec des relations étroites avec un voisin en passe de devenir un sérieux concurrent dans de nombreux domaines ? Quelle attitude adopter pour la Russie face à un voisin qui n'en finit pas de se développer et qui pourrait bien être tenté sur le long terme par l'unilatéralisme ? Quel défi représente le réarmement de la Chine pour la Russie, soucieuse à la fois de préserver son industrie de Défense mais en même temps d'assurer sa propre sécurité face à un voisin jugé peu fiable ?

Afin d'appréhender de quelle manière l'attitude russe devrait influencer les futurs rapports entre ces deux pays, nous analyserons leurs récentes relations dans le domaine de la lutte contre l'hégémonie américaine, et dans celui de la coopération économique avec une attention particulière portée sur la coopération militaro-technique. Cela nous permettra de mieux saisir les implications et les enjeux pour chaque partie, et d'en déduire les perspectives vraisemblables de leurs rapports mutuels.

PREMIÈRE PARTIE : LUTTE CONTRE L'HEGEMONIE AMERICAINE : UN OBJECTIF COMMUN DIFFICILE A METTRE EN OEUVRE

La Russie et la Chine sont deux puissances politiques et militaires d'importance majeure, dont le rôle dans les enceintes internationales ne peut être ignoré. Elles comptent, avec l'Union européenne, parmi les seuls contre-pouvoirs opposables à la puissance américaine. Des contre-pouvoirs qui peuvent peser plus lourd dès lors que ces deux pays rassemblent leurs efforts dans un projet commun.

1.1 Les intérêts russes et chinois menacés par « la stratégie d'influence » des Etats-Unis

Depuis la normalisation des relations entre la Russie et la Chine, plusieurs traités ont été ratifiés entre ces deux pays. Ils ont permis d'instaurer les conditions appropriées pour une collaboration au niveau bilatéral, mais également et surtout pour promouvoir une position commune dans les relations internationales. La Russie et la Chine sont effectivement déterminées à rassembler leurs efforts pour lutter contre toute forme d'hégémonie, en particulier celle de la superpuissance américaine.

1.1.1 L'interventionnisme américain, source de profondes inquiétudes

De l'avis des dirigeants russes et chinois, les Etats-Unis depuis les années 1990 ont développé une « stratégie d'influence » sous des formes très diverses qui pouvait constituer une menace directe pour leurs propres intérêts. A l'extrême, cela pourrait se traduire par un risque militaire direct sur les territoires russe ou chinois, ou bien sur leurs zones d'influence respectives.

Durant ces dernières années, les interventions militaires menées sous leadership américain au nom des droits de l'homme se sont multipliées. Naturellement, la Russie et la Chine se sont montrées très méfiantes, et ont adopté une position commune pour condamner de telles initiatives qui constituent, selon elles, autant de précédents fâcheux. Parmi les crises qui ont exacerbé l'inquiétude des dirigeants russes et chinois, on retiendra les conflits régionaux tels que l'intervention de l'OTAN au Kosovo et en Serbie en 1999, ou bien l'intervention de la

coalition en Irak en 2003. Dans les deux cas, Moscou et Pékin ont estimé que ces opérations constituaient une ingérence flagrante dans les affaires intérieures d'un Etat souverain, d'autant que celles-ci ont été initiées sans l'aval du Conseil de Sécurité de l'ONU[1]. Ils se sont vivement insurgés contre la manière dont les Américains ont instrumentalisé les interventions de ce type, condamnant le bien fondé a priori des guerres déclenchées au nom de principes humanitaires, ou bien de la nécessité d'instaurer un régime démocratique. Ces deux épisodes ont également renforcé la volonté sino-russe de promouvoir l'existence d'un monde multipolaire. En mai 2003, pour ne citer que cet exemple, ils diffusent une déclaration commune pour condamner une nouvelle fois toute forme de politique fondée sur l'unilatéralisme. En juillet 2005, les présidents V. Poutine et Hu Jintao proposaient une déclaration conjointe sur l'ordre international au 21^e siècle. Ils souhaitaient par ce biais rappeler à la communauté internationale l'importance d'un « ordre mondial juste et rationnel, reposant sur les principes et normes universellement reconnus du droit international »[2]. Indirectement, ils recommandaient de multiplier toutes les coopérations possibles en guise d'antidote à l'hégémonie américaine.

Les responsables russes et chinois les plus suspicieux considèrent même qu'il existe un risque potentiel d'assister à une intervention américaine directe ou indirecte pour des raisons analogues, et qui intéresserait soit leurs propres territoires, soit les zones d'influence situées à leurs frontières. Plus précisément, certaines régions soumises à des tensions séparatistes, telles que la Tchétchénie pour la Russie, ou bien Taïwan ou le Tibet pour la Chine, pourraient selon eux faire l'objet d'une attention américaine qui pourrait devenir fort préjudiciable.

Si le scénario ci-dessus paraît peu probable, il existe en revanche une autre forme d'influence dans les relations internationales beaucoup plus insidieuse et dangereuse pour les intérêts russes et chinois. Les événements de type « révolution de couleur » comme ce fut le cas en Géorgie et en Ukraine ont été perçus comme un risque très important. La Russie et la Chine n'ont pas oublié le soutien plus ou moins direct d'acteurs américains envers les organisations non gouvernementales. Les trois révolutions - celle des 'roses' en Géorgie (novembre 2003 - janvier 2004), la 'révolution orange' en Ukraine (novembre-décembre 2004) et la 'révolution des tulipes' au Kirghizstan (avril 2005) - ont chacune suivi le même modèle : des groupes révolutionnaires, soutenus par des ONGI (ONG internationales) américaines des droits de l'homme, se sont fermement opposés à l'influence politique russe dans leurs pays respectifs. Washington, qui a subventionné un grand nombre de ces ONGI, est largement critiqué pour cet appui indirect aux mouvements « révolutionnaires ». Naturellement, ces divers événements ont attisé les inquiétudes des responsables russes et chinois qui redoutent fortement que des cas similaires puissent se reproduire en Asie centrale.

1.1.2 Elargissement de l'OTAN et défense anti missiles, ou la « stratégie d'encercllement » américaine

Selon certains dirigeants russes et chinois, les Américains mènent une « stratégie d'encercllement » qui pourrait restreindre notablement leurs zones d'influence. En particulier, la volonté d'élargissement de l'OTAN[3] a été considérée au début des années 1990 comme un danger important pour les intérêts directs de la Russie. Indirectement, la Chine a estimé que ce renforcement de l'Alliance augmentait inévitablement le poids et la puissance des Etats-Unis dans un monde où ils disposaient déjà d'une supériorité flagrante.

Sur un tout autre plan, le projet américain de défense anti missiles national a aussi largement retenu l'attention de la Russie et de la Chine. Ce projet a été perçu comme une menace directe des Etats Unis sur les intérêts russes et chinois puisqu'il remettait directement en cause le traité ABM (ie. Anti Ballistic Missile) de 1972, considéré comme la pierre angulaire de la stabilité stratégique. Dans les faits, les Américains ont progressivement cherché à déployer certains systèmes dans la zone Pacifique en s'appuyant sur les pays qui leur étaient acquis sur le plan politique. Il s'agit de Taïwan, de la Corée du Sud, et du Japon[4]. Naturellement, la Chine et la Russie se sont vivement opposées à ce projet, car elles étaient inquiètes toutes deux des dangers qui pouvaient en résulter. La première y a vu une restriction probable de son influence sur Taïwan, avec un risque de voir cette province vouloir accéder rapidement à son indépendance. La seconde a estimé que ce projet pouvait engendrer, en réaction, une course à l'armement pour la Chine, ce qui risquait d'aboutir à une parité stratégique, dans un des rares domaines où la Russie avait encore l'avantage sur la Chine. Les récentes intentions américaines de déployer des systèmes pour cette défense anti missile en Pologne et en république tchèque[5] n'ont fait qu'accentuer ces craintes.

1.2 Les signes de l'opposition sino-russe aux Etats-Unis

1.2.1 La vision politique commune pour la stabilité mondiale

En 1994, ces deux pays signent « le partenariat constructif » qui vise à instaurer des relations de bon voisinage, développer une coopération pacifique, et revendiquer un statut commun de non alignés. Ils entendent mener ensemble une lutte contre toute forme d'hégémonie, faisant valoir la nécessaire dimension multipolaire du monde. En 1996, ils s'accordent sur la mise en place d'un « partenariat stratégique pour le 21^e siècle » : les présidents Boris Eltsine et Jiang Zemin veulent aller plus loin dans leur rapprochement. Ils partagent une vision commune sur des sujets tels que le contrôle des armements, le rôle de l'ONU, dont les deux Etats sont membres permanents du Conseil de sécurité, qui doit selon eux rester l'institution unique pour la gestion des relations internationales. Cette coopération renforcée illustre une volonté partagée de contrebalancer l'hyper puissance et l'unilatéralisme américain. Cette politique a d'ailleurs largement été soutenue par le ministre russe des affaires étrangères de l'époque, Evguéni Primakov, qui considérait avoir été trompé par les Etats-Unis[6]. Le rapprochement de ces deux pays a connu une avancée encore plus significative avec la signature du « Traité d'amitié et de coopération » en juillet 2001, sous l'impulsion de la Chine qui souhaitait raviver le partenariat politique avec son voisin russe[7]. Ces deux pays éprouvent un besoin durable de paix, de sécurité et de stabilité, conditions jugées indispensables pour permettre un développement économique durable. Ce traité couvre plusieurs domaines qui relèvent des relations bilatérales, mais également des relations de portée régionale et internationale. Ensemble, ils réaffirment les principes fondamentaux qui doivent régir, selon eux, les relations internationales. Ils mettent à nouveau l'accent sur les principes de souveraineté et d'intégrité nationale, et réaffirment le respect des affaires intérieures comme un des fondements des relations entre Etats. En témoigne la déclaration bilatérale sur l'ordre mondial au 21^e siècle qui précise que « tous les pays doivent respecter strictement les principes de respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de la non-agression, de la non-ingérence dans les affaires des Etats tiers, de l'égalité et de l'avantage mutuel, de la coexistence pacifique », ou bien encore « le droit de tous les pays à choisir leur type de développement conformément à leurs spécificités nationales doit être pleinement garanti, de même que leur participation à l'égalité de droits aux affaires internationales ». Ils rappellent également le rôle déterminant de

l'Organisation des Nations Unies, et en particulier l'importance de respecter les décisions (ou les non décisions) du conseil de sécurité même si elles ne coïncident pas nécessairement avec les volontés nationales ou celles issues d'organisations régionales.

La succession de ces divers traités, renforcée par de très nombreuses déclarations politiques communes sur la vision de l'ordre international, témoignent d'une vive volonté politique qui cherche à s'opposer à la vision occidentale en général, et à l'hégémonie américaine en particulier.

1.2.2 Les actions menées pour contraindre l'influence américaine

L'Organisation de Coopération de Shanghai : une organisation qui monte en puissance, parfois utilisée comme plateforme pour porter l'opposition à l'hégémonie américaine

En premier lieu, ces deux pays sont à l'origine de l'Organisation de Coopération de Shanghai[8]. Cette organisation, qui s'efforce de promouvoir une attitude commune sur le triple plan sécuritaire, économique, et politique, vise à renforcer la sécurité et la stabilité régionale, ainsi que l'aide aux processus économiques et aux processus d'intégration, tout en maintenant l'identité nationale et culturelle de chaque Etat. Depuis 2004, l'OCS a acquis le statut d'observateur auprès de l'ONU. Cette reconnaissance internationale s'explique par le rôle important joué dans « l'approfondissement des processus d'intégration, de coopération et de sécurité dans l'espace CEI et dans la grande région qui s'étend de la Baltique à l'Océan Pacifique »[9].

Le « forum des cinq » a vu le jour à un moment où la tension montait entre Moscou et Washington à propos de l'élargissement de l'OTAN, tandis que la Chine et les Etats-Unis connaissaient une crise importante à propos du détroit de Taïwan. A l'évidence, cette organisation a servi de moyen politique pour exprimer l'opposition sino-russe à la vision américaine d'un ordre international unipolaire. Il s'agit bien de proposer une alternative telle que le monde multipolaire, comme le soulignait le vice ministre russe des affaires étrangères A.Iakovenko en 2005 : « l'OCS occupe clairement une place particulière parmi les structures régionales formées pour incarner, dans des formes réelles et viables, l'idée de multipolarité »[10]. Pour mémoire, l'OCS est une des rares structures internationales asiatiques sans participation américaine...

En 2005, on note un regain significatif des relations sino-russes lié à la présence américaine sur le long terme en Asie centrale. Celle-ci est considérée par les deux parties comme une menace qu'il faut neutraliser, d'autant que « la stratégie d'influence » américaine commençait à porter ses fruits. On a noté en effet un accueil très favorable de la part des Ouzbèks, des Kirghizes, des Tadjiks, et des Kazakhs, car les Etats-Unis ont versé des indemnités financières substantielles[11]. En même temps, du fait de leur présence militaire, ils participaient au renfort de la sécurité intérieure. Inévitablement, la Russie et la Chine ont agi pour contrer cette influence grandissante des Américains dans cette région, et via l'OCS, ils ont exigé qu'ils élaborent un calendrier de retrait de leur présence militaire des territoires des membres de l'organisation[12], d'autant que la nervosité de la Russie et de la Chine face aux avancées américaines dans son pré carré traditionnel s'était accrue depuis la « révolution démocratique » survenue en mars 2005 au Kirghizstan. Ces régions représentent des intérêts d'une importance stratégique pour chacun de ces deux pays, comme en témoigne l'intérêt russe

porté au Kirghizstan où la Russie a souhaité installer une base aérienne permanente en 2003[13].

Enfin, lors du récent sommet de l'OCS du 15 juin 2006 en Chine, les membres de l'organisation ont à nouveau prouvé leur détermination à œuvrer de concert pour dénoncer « les puissances qui veulent dominer le monde, ..., et qui interfèrent dans les affaires intérieures d'autres Etats ».

Les exercices militaires comme expression de l'opposition à la stratégie d'influence américaine

En 2005, pour la première fois de leur histoire, la Russie et la Chine ont mené conjointement un exercice militaire de grande ampleur. Les manœuvres, baptisées « Mission de paix 2005 », ont rassemblé quelques 10000 soldats, et se sont déroulées dans le cadre de l'OCS. Les matériels mis en œuvre, tels que les bâtiments de la Marine ou les avions de combat et de bombardement, ont permis de démontrer que les forces russes et chinoises rassemblées étaient capables de faire peser une menace significative sur les troupes américaines déployées dans la zone Pacifique. Ces manœuvres ont donc illustré à quel point Moscou et Pékin redoutent les conséquences déstabilisantes sur le plan politique de l'ingérence militaire américaine à leurs frontières, et ont souligné le défi que la Russie et la Chine posent potentiellement à l'ordre visé par les Etats-Unis en Asie.

L'opposition sino-russe au projet américain de défense anti-missiles

A propos de leur opposition à la stratégie anti missile américaine, Moscou et Pékin ont signifié officiellement leur désapprobation en 1998 en rappelant les principes fondamentaux du traité ABM. En 2000 à Pékin, ils ont réaffirmé leur opposition au déploiement de systèmes anti missile dans la région Pacifique[14]. Aujourd'hui, pour ce qui concerne la stabilité stratégique, le cheval de bataille sino-russe concerne l'opposition concertée et conjointe à l'installation d'armes dans l'espace.

Finalement, nombreux sont les sujets de discorde avec les Etats-Unis. Officiellement, Moscou et Pékin convergent en de nombreux points et ils souhaitent s'opposer fermement à la stratégie d'influence américaine. Mais au bilan, les résultats obtenus ne sont pas très convaincants. Il semble que les actions réellement menées soient en décalage avec le discours officiel. Ce constat étonnant pourrait paradoxalement bien s'expliquer par les intérêts que Moscou et Pékin partagent respectivement avec les Américains.

1.3 Les limites de la lutte conjointe contre la super puissance américaine

1.3.1 Le besoin de relation bilatérale avec les Etats-Unis

Si Moscou et Pékin critiquent régulièrement l'attitude de Washington, ils ne négligent pas pour autant leurs relations bilatérales respectives avec les Etats-Unis. Chacun d'entre eux est soucieux de consolider son intégration dans la vie politique et économique internationale, et doit à cet effet préserver une relation forte avec la super puissance américaine. Cette dépendance est en particulier très sensible pour la Russie. Vladimir Poutine, en réaction à la politique extérieure poursuivie par Primakov[15] dans les années 1990 jugée par trop anti américaine, a volontairement relancé une coopération avec Washington dans les affaires de politique extérieure. De manière pragmatique, il a estimé que la Russie devait nécessairement

accepter une certaine forme de subordination aux Etats-Unis si elle souhaitait être soutenue pour son incorporation progressive dans l'économie globalisée. On note d'ailleurs que l'attitude conciliante des Russes vis-à-vis des intérêts américains a été largement reconnue par les dirigeants des Etats-Unis[16]. Naturellement, un tel comportement lui a valu de vives critiques de la part de Pékin.

La délicate position de la Russie par rapport à l'élargissement de l'OTAN

Dans un autre domaine, les Chinois ont regretté la réaction jugée peu virulente de Moscou face à la tendance à l'élargissement de l'OTAN de ces dernières années. En 1997, la Russie, consciente qu'elle n'était pas en mesure d'enrayer le processus d'élargissement, a signé un acte fondateur avec l'Alliance atlantique. En situation d'infériorité sur le plan politique, elle a dû se résoudre à préserver ses intérêts stratégiques en comptant sur l'attitude bienveillante des autres membres de l'organisation. La Chine avait néanmoins pu se rassurer en constatant toute la vigueur de la réaction de Moscou à l'opération de l'Alliance au Kosovo. Mais quelque temps plus tard, le Conseil OTAN-Russie mis en place en 2002 a confirmé l'orientation pragmatique de la Russie vis-à-vis de l'Alliance[17]. Mais en pratique, la Russie ne dispose toujours pas de droit de veto au conseil de l'Alliance, et son influence y demeure limitée, notamment pour ce qui concerne son éventuel futur élargissement. La Chine peut donc vraisemblablement douter de l'aptitude de la Russie à faire front à l'élargissement et l'affirmation internationale de l'organisation. Afin de rassurer son voisin asiatique, la Russie s'est engagée à maintenir Pékin informé de toutes les démarches qu'elle entreprendrait auprès de l'OTAN. Pour mémoire, la Chine est le seul membre du Conseil de Sécurité de l'ONU n'ayant aucun lien avec l'Alliance.

Le soutien spontané du gouvernement russe au lendemain du 11 septembre 2001

Au lendemain du 11/09, la Russie s'est montrée très coopérative avec l'Alliance, au grand dam de la Chine. Elle a soutenu spontanément les Etats-Unis, et a donné son accord tacite pour le déploiement de troupes de l'OTAN en Asie Centrale, en particulier le déploiement de forces américaines sur d'anciennes bases soviétiques en Asie Centrale. Elle a également fourni des renseignements militaires à la coalition, et a permis l'utilisation de corridors aériens russes[18]. Une telle spontanéité a surpris tout le monde, a fortiori les dirigeants chinois. De même, le 24 mai 2002, les présidents Poutine et Bush ont proclamé avoir des « intérêts communs » en Asie centrale, et « rejeter le modèle de rivalité entre grandes puissances de la région »[19]. Quelques années plus tard, en dépit du fait que la Russie s'est finalement associée à la Chine pour exiger le retrait de ces troupes, le régime de Poutine a pris soin néanmoins de ne pas faire de cette question un sujet de contentieux ouvert avec Washington. Nikolaï Bordiouja, le secrétaire général de l'organisation du traité de sécurité collective, a en effet cherché à minimiser le coup de semonce envoyé aux Etats-Unis lors du sommet d'Astana. La déclaration de l'OCS, a-t-il dit, « ne constitue pas une demande de retrait immédiat des troupes américaines »[20].

La Russie tente de tirer son épingle du jeu dans le domaine des défenses antimissiles et des armements stratégiques

Cette faiblesse apparente de la Russie par rapport aux Etats-Unis s'illustre à propos de la réduction des armements nucléaires stratégiques. En mai 2002, le président Poutine a répondu

favorablement à la sollicitation du président Bush qui souhaitait un nouveau traité minimaliste sur la réduction des armements nucléaires offensifs. Les Etats-Unis ont proposé de réduire le nombre de têtes nucléaires stratégiques d'environ 5000-6000 à 1700-2200 sur une période de dix ans, proposition que les Russes ont agréée. De fait, ils obtenaient dans la manœuvre la possibilité de choisir librement la composition de leur arsenal stratégique, ce qui leur permettait de conserver leurs missiles stratégiques à plusieurs têtes - supposés être les mieux à même de pénétrer les défenses antimissiles américaines.

Du même coup, à propos de la lutte contre le projet de défense anti missile américain, on constate que la Russie s'est à nouveau montrée assez arrangeante par rapport aux ambitions américaines depuis le début des années 2000. Poutine a réagi de façon très modérée lorsque les Etats-Unis ont annoncé leur retrait du traité ABM, qualifiant cet acte simplement « d'erreur ». Il considère même que les intentions américaines ne constituent pas nécessairement une réelle menace pour la sécurité de la Russie. Evidemment, Pékin a pour sa part réagi de manière beaucoup plus véhémement. Le ministre des affaires étrangères de l'époque, Zhang Qiyue, a déclarait que la Chine était consternée, et très inquiète des conséquences négatives à prévoir[21]. Il faut dire que l'arsenal stratégique chinois, beaucoup plus modeste que celui de la Russie, risque bien davantage d'être mis à mal par un bouclier antimissiles américain solide.

Il faut reconnaître que depuis le président Poutine a revu sa position. Dans son discours prononcé à la conférence Munich sur la sécurité en février 2007, il a très ouvertement critiqué les Américains qui poursuivent leur démarche de déploiement de système anti missile en Europe[22]. En réponse au bouclier antimissiles, le dirigeant russe promet des réponses asymétriques. Mais l'opposition du président Poutine semble plus tenir de l'effet d'annonce pour faire réagir la communauté internationale plutôt qu'une volonté de réelle rupture vis-à-vis des Américains.

La Chine très dépendante des américains sur le plan économique

De son côté, si la Chine vient de connaître un essor extraordinaire, elle est simultanément devenue très dépendante envers les Etats-Unis. Depuis qu'elle a intégré l'organisation mondiale du commerce, ses échanges commerciaux avec les Etats-Unis ont considérablement augmenté. En 2005, les exportations américaines vers la Chine s'élevaient à quelque 42 Md \$. Réciproquement, les exportations de la Chine vers les Etats-Unis sont passées de 102 Md \$ en 2001 à 244 Md \$ en 2005 (16 fois plus que les exportations russes vers les Etats-Unis). Les entreprises américaines ont créé environ 20000 « joint venture » avec les industries chinoises, et les investissements américains en Chine s'élevaient à 54 Md \$ en 2005[23]. On comprend aisément que, dans ces conditions, la Chine dispose d'une marge de manœuvre étroite pour s'opposer aux intérêts américains.

1.3.2 Le choix stratégique de la Russie face à la montée en puissance de la Chine

De manière anecdotique, la Russie a ménagé les susceptibilités américaines en refusant que les exercices militaires sino-russes de l'été 2005 se déroulent trop près de Taïwan. Pour mémoire, la Chine avait suggéré d'organiser les exercices dans la province du Zhejiang, sur la côte sud-est, en face de l'île de Taïwan. Or la Russie ne souhaitait pas envenimer ses relations avec les Etats-Unis, d'autant que le Pentagone soutient le régime de Taipei. Considérant qu'il s'agissait d'une provocation trop appuyée du fait du conflit de souveraineté qui existe entre

Pékin et Taipei, la Russie et la Chine ont finalement convenus de retenir la province du Shandong, sur la côte nord-est[24]. Quoi qu'il en soit, cet épisode illustre les préoccupations de la Russie en vers les Etats-Unis la puissance militaire inégalée. Vraisemblablement, ils devraient conserver cet avantage stratégique encore pour de longues années, ce qui devrait inciter la Russie à rester en bon terme avec ce partenaire si puissant.

Plus généralement, si la Russie cherche à lutter contre l'hégémonie américaine, elle ne souhaite pas pour autant devoir s'opposer à une éventuelle hégémonie chinoise à terme. La relation entre la Chine et les Etats-Unis à moyen terme semble être vouée à une grande rivalité. Il deviendra par conséquent de plus en plus difficile pour la Russie de ménager ces deux grands partenaires. On constate que la faiblesse de la puissance russe a souvent contraint les dirigeants à agir en accord avec les intérêts de Washington (cf. paragraphe précédent). Bien sûr, cette vision est à nuancer car Moscou n'est pas devenu pour autant le vassal des Etats-Unis. En témoigne le maintien par la Russie à sa coopération nucléaire civile avec l'Iran au début des années 2000, malgré la ferme opposition affichée par le gouvernement Bush. Il demeure que les concessions accordées par le Kremlin ont été nombreuses, et ont toujours concerné des sujets stratégiques. Vraisemblablement, le décalage entre les puissances américaine et russe n'est pas près de se combler, ce qui inmanquablement devrait obliger la Russie à agir sans jamais ignorer les positions américaines... On peut donc estimer que la Russie a en fait intérêt à envisager une coopération politique étroite avec les Etats-Unis pour faire face aux conséquences potentiellement négatives pour elle, de la vitalité économique et militaire de la Chine.

Finalement, la convergence sino-russe semble s'apparenter principalement à un affichage politique vigoureux qui se heurte dans les faits à de nombreux obstacles. Il ne fait pas de doute en matière de politique étrangère que la Russie se détache de l'Occident au profit de l'Orient. La récente conférence de Munich témoigne de ce changement d'axe. Forte de sa relance économique, la Russie ambitionne de renouer avec son rôle d'acteur indépendant actif sur la scène internationale, et elle souhaiterait surmonter à terme sa subordination vis-à-vis des Etats-Unis et de l'Europe. Pour le moment, et probablement pour un certain temps encore, chaque partenaire dépend étroitement des relations économiques qu'il entretient avec les Américains, et dispose de ce fait d'une marge de manœuvre étroite.

DEUXIEME PARTIE. COOPERATION MILITARO-TECHNIQUE : EXEMPLE D'UNE COLLABORATION FRUCTUEUSE A L'AVENIR INCERTAIN

Comme vu précédemment, la Russie et la Chine partagent une vision commune à propos des questions de souveraineté et de non ingérence dans les affaires intérieures des Etats. Les différents partenariats qu'ils ont entrepris ensemble témoignent de cette convergence politique, et ils ont permis d'instaurer un climat de confiance suffisant pour envisager une coopération militaro-technique d'importance. D'ailleurs, cette forme de coopération a été probablement l'une des plus fructueuses depuis la normalisation de leurs relations. Néanmoins, il semblerait que l'évolution de la demande chinoise en matière d'équipements, associée aux inquiétudes de la Russie en raison du danger potentiel que présente son voisin, puissent freiner notablement la coopération en la matière. Dans ce climat d'incertitudes, on peut douter des perspectives de développement pour ce qui concerne la coopération militaro-technique. Tout au plus, elle devrait se maintenir à l'avenir à un niveau assez comparable à la

situation actuelle, c'est-à-dire quelques coopérations ponctuelles en fonction de la demande chinoise et des besoins particuliers des industries de défense russes, le tout sous le contrôle étroit des responsables politiques.

2.1 Une collaboration réussie en raison d'intérêts convergents

2.1.1 La Russie entre préoccupations économiques et stratégiques dans le domaine de la défense

Durant les quinze dernières années, les responsables russes ont porté une attention particulière à la coopération militaro-technique avec la Chine pour deux raisons majeures : d'une part, face à une situation économique interne critique, il était essentiel de trouver des partenaires ayant d'importants besoins en termes d'équipements militaires. D'autre part, en favorisant cette forme de coopération, les responsables russes ont pu conserver un certain contrôle stratégique sur le voisin asiatique.

Les industries de Défense russes en péril

Au lendemain de l'effondrement de l'URSS, la Russie doit faire face à une crise économique sans précédent. Très largement fragilisées par cette crise[25], les industries de Défense russes doivent impérativement accroître leurs parts à l'exportation. De nouveaux clients tels que la Chine, l'Inde, ou l'Angola ont constitué les opportunités dont ces industries ont tant besoin. La coopération avec le partenaire chinois a été initiée sous l'ère Eltsine. Son successeur, le président V.Poutine, va s'inscrire dans cette tendance. Il décide en particulier que le gouvernement doit superviser la totalité des exportations. On note un accueil très chaleureux de la part du ministre de la Défense de l'époque Sergei Ivanov. Ce dernier y voit la possibilité de faire assumer les coûts de développement aux pays étrangers pour des matériels qui pourraient bien équiper à terme les armées russes. Il ira même jusqu'à dire en 2002 que d'un point de vue financier, seule la Chine peut sauver le complexe militaro-industriel de la Russie[26].

L'exercice « Mission de paix 2005 » illustrera une nouvelle fois le souci du gouvernement russe de favoriser la coopération militaro-technique avec Pékin. Cet exercice militaire s'est déroulé dans le cadre de l'OCS et avait pour objectif officiel d'entraîner les forces pour la lutte contre le terrorisme. Cependant, les moyens mis en œuvre étaient peu vraisemblables par rapport à ce scénario, en témoignent le déploiement d'une importante force navale, ou bien des bombardiers stratégiques à long rayon d'action tels que le Tu-22M ou le Tu-95. Cela a en fait permis côté russe de tester les équipements, et surtout de proposer de nouvelles technologies au client chinois. Dans la foulée de ces manœuvres, Pékin a d'ailleurs annoncé son intention d'acquérir 34 avions de transport militaire de type Il-76, 4 ravitailleurs de type Il-78, ainsi que des moteurs en grand nombre pour les avions à réaction. Le montant de ce contrat signé par Rosoboronexport est estimé à 1,5 Md \$. Ces aéronefs seront assemblés à Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan, et 90 % des composants seront produits en Russie. D'ores et déjà, des manœuvres conjointes sont prévues en 2007[27], et vont sans aucun doute constituer une occasion supplémentaire pour la Russie de proposer de nouvelles offres au voisin chinois.

L'équilibre stratégique pour le complexe militaro-industriel

Parallèlement, l'industrie de Défense russe a trouvé un certain équilibre entre ses deux clients

principaux à l'export que sont la Chine et l'Inde. Le premier, qui a opté pour des équipements déjà éprouvés sur le plan opérationnel, a commandé à la Russie des séries en grande quantité dont la technologie remontait en moyenne aux années 1980. Plus précisément, la Chine a privilégié des achats de matériels plus anciens mais parfaitement matures. Les gains financiers récupérés ont été réinvestis en recherche et développement afin de consolider la base technique et industrielle de Défense. Cela a permis de proposer au second des matériels beaucoup plus sophistiqués, conformément au besoin exprimé. In fine, cet équilibre a permis d'éviter des réformes drastiques dans le secteur de l'industrie de défense.

Le contrôle stratégique sur la Chine

Enfin, comme vu précédemment, le gouvernement russe surveille de près les ventes d'armements à destination de la Chine. Cette question était jugée particulièrement sensible pour des raisons de sécurité nationale. Concrètement, le ministère de la Défense est consulté pour toutes les demandes d'exportation et il a souvent freiné les exportations vers la Chine, afin d'éviter les éventuels sauts qualitatifs. Cependant, la vente d'armements auprès de la Chine est aussi perçue comme servant indirectement la sécurité de la Russie par rapport à la RPC, car elle rend cette dernière très dépendante en termes d'approvisionnements de consommables et de munitions. De cette manière, les responsables russes conservent un contrôle - et un savoir - sur le niveau d'équipements des forces chinoises. A tout moment, la Russie pourrait limiter son offre si cela était jugé nécessaire.

2.1.2 Le voisin chinois à la recherche d'une crédibilité sur le plan militaire

Depuis la normalisation des relations entre Pékin et Moscou, si les ventes d'armes à la Chine ont connu un fort développement, c'est aussi parce qu'ils ont servi dans une large mesure les intérêts chinois.

La Chine à la recherche d'une crédibilité sur le plan militaire

Depuis qu'il connaît son essor économique fulgurant, ce pays dispose d'un nouveau statut sur la scène internationale. Il entend à ce titre jouer un rôle de premier plan pour la stabilité régionale en Asie. Il souhaite également mener une politique active envers Taïwan, et considère qu'il doit se doter des capacités ayant pour but au minimum de dissuader les Marines taïwanaise et américaine dans sa zone littorale. Pour ces diverses raisons, la Chine s'est efforcée de moderniser son outil militaire devenu obsolète depuis longtemps. Au début des années 1990, ses matériels sont vétustes et souvent dépassés (1 à 2 générations de retard). Suite aux événements de Tienanmen en 1989, elle est sous le joug d'un embargo sur les ventes d'armements en provenance des pays occidentaux. C'est pourquoi elle s'est tout naturellement tournée vers son voisin russe qui semblait tout à fait disposé à répondre à ses besoins à de nombreux égards. A cette époque, la Chine disposait d'un parc composé en grande partie d'équipements soviétiques, fruit d'une coopération entre les deux pays qui remontait aux années 1950. Comme elle souhaitait moderniser ses matériels, tout en préférant des équipements déjà éprouvés même si ceux-ci n'étaient pas nécessairement de dernière génération, l'offre russe était parfaitement appropriée. Qui plus est, la Russie a offert à son voisin chinois des schémas de paiement très souples, ce qui lui a évité de régler en devises fortes à une époque où elle avait d'énormes besoins d'investissements dans sa propre économie[28].

2.1.3 Bilan d'une coopération réussie

Les ventes d'armement à la Chine

Depuis 1992, Pékin est devenu le meilleur client de Moscou, puisqu'elle a acquis chaque année pour près de 2 Md \$ d'armements[29]. Sur la période 1997 - 2001, la Chine a absorbé en moyenne 37% des exportations russes d'armement[30]. Le total des ventes d'armes russes était de 5,7 Md \$ en 2004[31]. Les ventes d'armements de la Russie à la Chine concernent pour l'essentiel des équipements dans les domaines aéronautique et naval. En l'occurrence, la Chine avait acquis fin 2005 quelques 281 avions de chasse de type Su-27 et Su-30, tous deux des chasseurs de quatrième génération. A noter qu'une partie des Su-27 ont été montés en Chine sous licence. Il s'agit d'un compromis entre les deux partenaires qui permet à la Chine de disposer d'un plus large accès aux technologies russes. Elle a également acquis des avions ravitailleurs ainsi que des avions de surveillance et de contrôle de type AWACS. Dans le domaine naval, la Chine a acquis à la fois des plates-formes de surface (4 destroyers type 956), et des plates formes sous-marines (2 sous marins de type 877 EKM, 10 de types 636, qui sont tous des équipements de troisième génération). De plus, elle a acquis des missiles anti navire. Enfin, elle a acquis des missiles de type S-300.

De nouvelles perspectives dans les domaines aéronautiques et maritimes

Concernant les prévisions de nouvelles coopérations, Sukhoï négocie un contrat qui pourrait concerner une centaine d'appareils répartis entre 60 monoplaces Su-33 et 40 biplaces Su-33UB. Ces aéronefs disposeraient de technologies très récentes, avec notamment un radar à antenne active associé à une conduite de tir électro optique et un viseur de casque. Le cas échéant, la Chine disposerait d'un chasseur redoutable dédié à l'interception, ayant des capacités de lutte antisurface et une puissante motorisation[32]. De même, selon toute vraisemblance, le prochain gros contrat entre la société Rosoboronexport et l'Armée populaire de Chine pourrait concerner la fabrication sous licence de Su-30 Mk3[33]. Par ailleurs, il semblerait que Pékin cherche à créer de toutes pièces une véritable force aéronavale autour de trois portes avions à l'horizon 2015[34]. Il s'agit d'un projet ambitieux pour la Marine chinoise qui ne dispose pas d'expérience passée en la matière. Les Russes, de leur côté, seraient prêts à coopérer à condition que la Marine chinoise commande au moins quatre navires de guerre pour un montant d'environ 4 milliards de dollars[35].

Au bilan, on constate que la coopération militaro-technique entre Russes et Chinois durant les années 1990 a été très fructueuse. Elle s'explique notamment en raison d'un contexte international favorable sachant que les deux pays partageaient des intérêts stratégiques convergents. Elle s'explique également par une offre russe adaptée aux besoins chinois en termes de niveau technologique et de coûts d'acquisition modérés.

2.2 Un équilibre à présent fragilisé

Depuis peu, on assiste à une pause dans la coopération militaro-technique sino-russe. Celle-ci s'explique par l'évolution de la demande chinoise en termes d'acquisition d'armements. La modernisation de l'armée chinoise suscite également des craintes de plus en plus nombreuses chez les dirigeants russes, car elle pourrait bien représenter un danger stratégique sur le long terme.

2.2.1 Les nouveaux besoins de la Chine en matière d'armements

Vers une armée chinoise plus ramassée, mais aussi plus sophistiquée

A la fois pour des raisons politiques et économiques, la Chine considère qu'elle doit impérativement réduire sa dépendance vis-à-vis de la Russie pour ce qui concerne les acquisitions d'armements. En parallèle, elle considère qu'elle doit poursuivre le renouvellement de son appareil militaire comme en témoigne la part grandissante des budgets alloués à la Défense. En mars 2005, Pékin a annoncé une augmentation de son budget militaire de 12,5%, l'amenant ainsi à 30 Md \$. Au bilan, la Chine a ainsi accru son budget militaire de 10% chaque année depuis 15 ans. Qui plus est, ce budget n'inclut pas les investissements consacrés aux matériels nouveaux. L'estimation globale du Pentagone pour les budgets de la Chine alloués à la partie Défense en 2004 s'élève à 70 Md \$[36]. Cependant, si dans un premier temps la Chine a opté pour une modernisation de ses forces en privilégiant des acquisitions en série de matériels des années 1980, on note un changement significatif dans les besoins qu'elle a récemment exprimés. Elle s'est orientée depuis peu vers des matériels à fort contenu technologique, et vise à acquérir des matériels en petite quantité. L'objectif est de se doter de troupes hautement spécialisées, et réciproquement de dissoudre les unités qui disposent d'équipements nombreux et obsolètes. Le fait d'accéder à de tels systèmes de combat très modernes lui permettra sans aucun doute de s'engager dans tous les types de conflits modernes, et donc de pouvoir faire face aux systèmes adverses les plus évolués. L'équilibre stratégique évoqué dans le paragraphe 2.1.1 à propos des demandes chinoises et indiennes qui se complétaient, est à présent rompu. Cela pourrait bien être particulièrement préjudiciable pour l'industrie de Défense russe.

La volonté chinoise de limiter la dépendance nationale

Par ailleurs, on sait que la Chine souhaite accéder à une certaine autonomie en termes d'équipements militaires. Des investissements ont été consentis pour développer de nouvelles armes. Elle souhaite également disposer davantage de licences de production. Une de ses stratégies consiste même à maîtriser certaines technologies via le reverse engineering[37]. Vraisemblablement, cette voie d'exploration a fourni peu de résultat à ce jour. Dans tous les cas, cette tendance risque fort de se traduire par des réductions au niveau des importations d'armements en provenance des industries de Défense russes.

Une approche doctrinale en évolution

Sur le plan doctrinal, la Chine s'inscrit aussi dans une nouvelle démarche adoptée par toutes les puissances modernes pour faire face efficacement aux menaces de demain. A titre d'exemple, la Chine s'intéresse à la vision américaine qui a prôné la « révolution dans les affaires militaires », avec un accent particulier sur les capacités C4ISR[38]. L'acquisition récente de la branche « PC » d'IBM par la firme Lenovo laisse entrevoir une informatisation massive de l'armée chinoise et une orientation certaine vers des schémas de type « guerre réseau centrée ». Forte des retours d'expérience des conflits récents (type Kosovo ou Afghanistan), elle entend aussi porter son effort sur des capacités spécifiques telles que les armements de précision, les senseurs de reconnaissance, la guerre de l'information, ou la guerre électronique. Or ces divers domaines sont les parents pauvres de l'industrie de défense russe. Faute d'investissement suffisant en recherche et développement pour ces nouvelles

technologies, la Russie accuse un retard trop important par rapport à la concurrence[39].

2.2.2 Les craintes de la Russie vis-à-vis d'un voisin chinois trop bien armé

Le partenariat sino-russe pour moderniser les armées chinoises est en passe de ralentir. En particulier, la Russie ne semble plus toute à fait disposée à satisfaire la totalité des exigences de son client chinois. Ces réticences s'expliquent à la fois pour des raisons stratégiques et pour des raisons économiques. Dans le premier cas, la Russie s'inquiète de la modernisation des armées engagée en Chine pour sa propre sécurité à l'avenir. Dans le second, la Russie s'efforce de rendre son industrie de Défense moins dépendante des exportations à destination de la Chine. Cela sera rendu possible en variant ses clients à l'export d'une part, et en relançant les acquisitions au profit des forces nationales d'autre part.

Les craintes suscitées par la modernisation de l'APC

En ce qui concerne la sécurité nationale, la Russie éprouve certaines inquiétudes vis-à-vis de son voisin chinois. Elle le considère comme un partenaire peu fiable qui potentiellement pourrait bien devenir un adversaire dangereux à l'avenir. En dépit des déclarations officielles, plusieurs responsables politiques russes jugent préoccupante la vitesse à laquelle la Chine réduit son écart en termes de puissance militaire par rapport à la Russie[40]. Une armée chinoise sur la voie constante de la modernisation représente effectivement une menace non négligeable. Yevgenii Primakov, ancien ministre des affaires étrangères russes, déclarait à cet égard : « Fiez vous aux capacités réelles, et non pas aux intentions »[41]. Si la Chine continue de soutenir une croissance comprise entre 8 et 10% par an, cela risque fort de se traduire à court terme par un bond significatif des capacités militaires chinoises. Certes la Russie continue de disposer d'une totale suprématie sur le plan nucléaire : selon le traité SORT de mai 2002, la Russie disposera entre 1700 et 2200 têtes nucléaires stratégiques, tandis que la Chine n'en dispose que de 20 à 25[42]. Mais le contraste qui est en train de s'établir au niveau des forces conventionnelles est en revanche inquiétant. En effet, la Chine a en grande partie comblé son écart par rapport à la Russie. Les forces chinoises disposent d'équipements de technologie récente, tandis que de nombreux matériels de l'armée russe sont devenus obsolètes. Selon certains experts ayant une vision prospective, les dirigeants chinois, qui modernisent leurs forces armées, pourraient fort bien être capables de participer à des conflits très variés par nature. On comprend mieux pourquoi les responsables russes continuent de refuser pour le moment de vendre certains matériels de portée stratégique tels que les chasseurs bombardiers de type TU 22 ou TU 95, ou encore les sous-marins de quatrième génération de la classe « Armour » ou « Kursk ».

La Russie sous la pression américaine

Sur le plan des relations internationales, la Russie s'efforce de ménager les dirigeants américains qui se déclarent très inquiets de la modernisation des forces armées chinoises. En l'occurrence, certaines formes de coopération entre Moscou et Pékin sont jugées particulièrement préoccupantes : si la Russie autorisait des exportations de moyens militaires de portée stratégique (par exemple, dans le transport stratégique, ou dans le domaine des missiles de croisière), ou si elle s'engageait dans une participation à un programme chinois de porte avions, les forces américaines en Asie se trouveraient sous le coup d'une menace potentielle très sérieuse. Pour cette raison, les responsables américains appellent leurs

homologues russes à adopter une attitude très précautionneuse vis-à-vis du voisin chinois. Ils considèrent même que les exportations d'équipements cités supra sont à proscrire absolument[43].

Sauvegarder la base technico-industrielle de la Défense

Dès 1998, la Chine demandait un accès plus important aux technologies. Vis-à-vis de ses importations d'armements, elle souhaitait atteindre un ratio 30% achats d'équipements - 70% achats de technologies. Mais la Russie a refusé de satisfaire cette demande. Actuellement, la proportion est inverse. De même, les responsables russes ont interdit aux industries de défense de vendre des unités individuelles. Face à la pression chinoise pour accéder à davantage de technologie, un compromis peu satisfaisant pour la Russie a consisté à vendre ponctuellement une licence pour la production de certains équipements, comme ce fut le cas pour la vente des avions Su27 à la fin des années 1990. Certes, cela a permis de ménager le client chinois, mais il devient dans ce cas beaucoup plus difficile de préserver les transferts de technologie.

Pour ces diverses raisons, la Russie cherche naturellement à limiter au maximum la fourniture de matériels très sophistiqués, ainsi que tous les transferts de technologies de pointe.

Un client moins privilégié que par le passé

Par le passé, la coopération militaro-technique a souvent eu tendance à servir des objectifs à court terme côté russe. Elle a effectivement permis d'éviter la mort de nombreuses entreprises dans le secteur de l'industrie de Défense. Les contrats passés à l'issue de l'exercice « Mission de paix 2005 » (cf. voir paragraphe 2.1.1) ont montré que la Russie entendait poursuivre ses ventes d'armements avec son voisin chinois. Il semblerait que ce regain d'intérêt porté par le gouvernement russe soit lié à l'éventuelle levée de l'embargo européen sur les ventes d'armements à la Chine. Susceptible de subir une concurrence sévère, la Russie n'a pas hésité à varier son offre pour fidéliser son plus gros client extérieur (cf. paragraphe 2.1.3). Si la Russie a toujours besoin de ressources financières pour maintenir son industrie de Défense. Cependant, la Russie s'est dite moins disposée à accorder au voisin chinois des facilités de paiement pour les acquisitions de matériels. Dès le milieu des années 1990, la pratique des paiements en troc a été rejetée par les dirigeants russes, dont les besoins de devises fortes n'ont fait que croître. A la fin des années 1990, à propos de la seconde tranche des livraisons de Su-27, il était demandé à la Chine de régler au moins 70% du montant en devises fortes, contre 35% en 1992[44].

Par ailleurs, la Russie s'efforce d'être de moins en moins liée aux achats d'armements de la Chine. Dans les années 1990, la Russie n'avait guère le choix de ses partenaires : le complexe militaro-politique subsistait grâce à la Chine et à l'Inde. A présent, elle est nettement moins dépendante des achats chinois. Premièrement, la commande militaire d'Etat s'accroît. Deuxièmement, de nouveaux acheteurs importants d'armes ont fait leur apparition. A titre d'exemple, deux transactions de grande envergure ont été conclues l'année passée avec l'Algérie (7,5 milliards de dollars), et le Venezuela (3 milliards de dollars), sans compter les diverses options de vente[45].

Il est donc vraisemblable que la coopération sino-russe ne devrait pas se développer à l'avenir au-delà de quelques ventes ponctuelles de matériels bien déterminés. Soucieuse de préserver sa propre sécurité, ainsi que son différentiel technologique avec la Chine, la Russie devrait

autoriser les coopérations avec son voisin asiatique dans l'unique but de préserver certaines capacités d'innovation et de production d'armements nationales.

TROISIEME PARTIE. LA VOLONTE DE COOPERATION ECONOMIQUE : UNE RHETORIQUE PEU SUIVIE D'EFFETS

La Russie, qui souhaite retrouver son statut de super puissance, cherche à développer ses échanges commerciaux avec les pays étrangers, et elle compte sur l'afflux de capitaux pour subvenir à ses besoins en termes d'investissements. Parallèlement, les responsables russes souhaitent réhabiliter les régions de l'Est qui disposent d'un formidable potentiel mais qui ont été trop longtemps délaissées par Moscou. La Chine apparaît donc comme un interlocuteur incontournable, et de nombreux efforts ont été consentis pour favoriser les échanges entre les deux pays. Même si cette coopération ne cesse de progresser, les résultats bruts restent peu convaincants. Des divergences majeures pourraient bien compromettre toutes perspectives en la matière.

3.1 Cas particulier de la coopération dans le domaine de l'énergie

3.1.1 Des prédispositions favorables de part et d'autre...

Actuellement, toutes les conditions sont réunies pour que les exportations d'énergies russes (pétrole et gaz essentiellement) au profit du voisin chinois s'intensifient. La Russie dispose de ressources, et s'appuie sur les revenus qui en découlent pour financer sa reprise économique. La Chine a pour sa part des besoins croissants en hydrocarbures liés à son important développement.

Le domaine de l'énergie constitue à la fois la force et le talon d'Achille de l'économie russe. La Russie dispose de ressources considérables[46]. En 2005, le secteur énergétique compte pour 40% des exportations de la Fédération de Russie[47]. Côté chinois, les besoins en énergie sont en constante augmentation : sa consommation de pétrole a augmenté de 4,5 % par an depuis 1993[48]. En 2005, la Chine est le deuxième consommateur mondial de brut, et elle importe 40% de son pétrole, proportion qui ne cessera d'augmenter (80% vers 2030 selon l'Agence internationale de l'énergie)[49]. On comprend aisément pourquoi Pékin cherche à promouvoir les approvisionnements en énergie en provenance de Russie. En 2000, environ 20% de ses importations proviennent de Russie[50]. En 2005, la part du pétrole russe dans les importations chinoises s'élève à environ 10%[51]. D'après certaines estimations, le taux de dépendance pour les importations de brut par rapport à l'extérieur serait de 55% en 2010, pour augmenter jusqu'à 74% en 2030[52]. A propos du gaz, si la demande chinoise était assez modérée dans les années 90, les besoins ont augmenté de façon significative au début des années 2000.

La coopération sino-russe dans ce domaine paraît encore plus plausible étant donné les récentes difficultés rencontrées avec le client européen. La Charte de l'énergie proposée par les partenaires européens est largement critiquée par les responsables russes qui se disent prêts à trouver des alternatives pour avoir de nouveaux clients à l'Est[53].

Les déclarations d'intention à propos des coopérations dans le domaine de l'énergie sont

récurrentes entre les dirigeants russes et chinois. En voici quelques illustrations : dès 1997, la construction d'un éventuel gazoduc sibérien vers la Chine était évoquée. En 2001, Poutine redonnait une impulsion à la coopération énergétique en lançant une étude de faisabilité pour la construction d'un oléoduc et d'un gazoduc en direction de la Chine. En 2004, la Chine a exprimé son souhait de pouvoir importer un tiers de son pétrole brut en provenance de la Russie, laquelle a promis d'augmenter le niveau de ses livraisons pour arriver à 30 millions de tonnes par an[54]. Enfin en 2006, les chefs d'Etat russe et chinois ont signé une quinzaine d'accords sur la coopération énergétique parmi lesquels Moscou s'est engagé à construire deux gazoducs à destination de la Chine[55].

3.1.2 ... contrées par les préoccupations internes et externes de la Russie

Un complexe industriel en mauvais état

Les entreprises dans le domaine des hydrocarbures souffrent d'une mauvaise gestion générale, en particulier pendant la période Eltsine. Les oligarques de l'époque ont privilégié des profits à court terme, et n'ont pas investi suffisamment dans la modernisation des sites d'exploitation. Les infrastructures sont devenues obsolètes à 80%, et l'on peut douter des capacités de la Russie à tenir ses engagements en matière d'approvisionnement interne et externe[56]. Le client chinois pourrait bien faire les frais de cette situation dans l'hypothèse où la Russie serait confrontée à une pénurie d'extraction de pétrole.

Le réseau ferroviaire sibérien à rentabiliser

Les dirigeants russes souhaitent rentabiliser leurs investissements consentis dans le réseau ferroviaire sibérien. Depuis longtemps, les régions de la Russie orientale, très éloignées de Moscou, ont été délaissées et n'ont pas bénéficié des investissements nécessaires pour permettre leur développement. Afin de contrer cette tendance, le gouvernement a choisi d'améliorer les axes de communication, et il a à cet effet entrepris la construction d'une seconde ligne ferroviaire transsibérienne dénommée BAM[57]. A ce jour, cette ligne est déficitaire car les marchandises à transporter sont trop peu nombreuses. Seules les exportations de pétrole à destination de la Chine permettent de compenser en partie ce déficit. En 2004, 6 millions de tonnes de pétrole ont été acheminées vers la Chine par voie ferroviaire. Ces chiffres sont passés à 10 millions de tonnes en 2005, et environ 15 millions de tonnes en 2006[58].

Les craintes de la Russie à propos des investissements chinois dans le domaine de l'énergie

Comme vu précédemment, la mauvaise gestion des entreprises dans le secteur de l'énergie implique d'énormes investissements pour améliorer les infrastructures de production et de transport, la plupart étant devenues obsolètes. A ce titre, la Russie a besoin d'investissements étrangers, et la Chine se dit prête à subvenir à ces besoins. Pourtant, les dirigeants russes se sont montrés très méfiants, et veillent de près aux prises de participation chinoise dans les sociétés nationales. Si initialement ils refusaient la participation chinoise dans le capital des entreprises russes[59], ils semblent avoir assoupli leurs positions tout en restant méfiants. En 2006, la compagnie pétrolière publique russe Rosneft et la China National Petroleum Corporation (CNPC) ont signé le procès verbal de création de la coentreprise Vostok Energy. Celle-ci sera spécialisée dans la recherche et la production de matières premières minérales en Sibérie orientale. Les Chinois se chargent de financer la mise en valeur de la région en

échange de l'accès à des gisements russes et de livraisons garanties de produit pétroliers[60]. A l'avenir, la CNPC se propose d'investir d'ici à 2010 plus de 22,42 milliards de dollars dans le développement du raffinage de pétrole et de la pétrochimie. Ainsi, les compagnies pétrolières chinoises se font offrir lentement mais sûrement l'accès aux ressources minérales russes. Cependant, les autorités russes veillent à conserver le contrôle de ces sociétés, en détenant une part majoritaire du capital[61].

La volonté russe de diversifier ses clients à l'est

Tout devrait pousser la Russie grand producteur de pétrole en quête de clients dans les bras de la Chine, deuxième consommateur mondial assoiffé d'énergie. Pourtant, l'Etat refuse d'avoir une politique énergétique trop dépendante de la demande chinoise, et cherche à diversifier ses clients à l'Est. Aussi la Chine a-t-elle manifesté sa colère à la fin 2003 lorsque Moscou a préféré le Japon pour exporter le pétrole de Sibérie orientale[62]. Après de très longues hésitations, la Russie a finalement préféré le projet d'oléoduc à destination de la mer du Japon au détriment de celui reliant Angarsk à Daqing, situé au Nord de la Chine. Bien que la route japonaise soit plus longue et plus chère, le partenaire nippon s'est montré mieux disposé à consentir les investissements nécessaires à hauteur de 7 Md \$. Les perspectives de construction d'un oléoduc à destination de la Chine ne sont pas définitivement abandonnées : le principe d'un embranchement de la ligne Sibérie-Pacifique vers la république populaire de Chine a été retenu[63], et confirmé en 2006[64]. Toutefois, il semblerait que sa construction ne voit pas le jour dans un avenir proche comme semblait le suggérer le président Poutine. Moscou redoute en effet de devenir le fournisseur de « l'usine du monde », et appréhende d'avoir un statut commercial subalterne, ce que les chiffres des échanges bilatéraux confirment déjà. A hauteur de 80 %, les livraisons russes sont faites d'énergie et de matières premières[65]. Qui plus est, l'option retenue permettra à la Russie de disposer, à terme, d'une position très avantageuse pour négocier les prix de livraison de brut. Enfin, à travers une politique d'exportation restrictive des hydrocarbures au profit de la Chine, la Russie contribue indirectement à freiner le dynamisme économique.

3.2 Le voisin chinois : un partenaire a priori intéressant pour d'autres formes de coopération

3.2.1 La Russie à la recherche de partenaires pour son développement économique

Si durant les années 1990, la Russie a connu de nombreuses difficultés pour permettre le développement de son économie, le redressement intervenu depuis la crise de 1998 est spectaculaire. De 1999 à 2005, la croissance moyenne s'est élevée à 6,7% par an. Les exportations ont bondi de 102 à 244 milliards de dollars, et les importations ont crû de 54 à 125 milliards de dollars. Pourtant, le gouvernement a encore de nombreux défis à relever pour relancer l'appareil de production. En particulier, il espère préserver certains secteurs qui représentent les pôles d'excellence de l'industrie russe, à savoir l'aéronautique, la construction d'unités de production d'énergie nucléaire et le secteur spatial. Un autre défi pour le gouvernement russe concerne le problème lié au développement de la Russie orientale. Si la Russie européenne reprend actuellement son souffle, la Russie orientale ne s'est pas encore remise de quinze années de crise. Cette région, qui représente un quart de la superficie de la fédération de Russie, comprend seulement 5% de la population totale. Elle est extrêmement isolée du fait de l'éloignement géographique, des voies de communication en nombre réduit,

des rigueurs climatiques... Pourtant, elle contient des ressources à la mesure de son gigantesque territoire : 25% des réserves mondiales de bois, un immense potentiel hydraulique, des ressources minérales gigantesques[66]... La politique de décentralisation menée au début des années 90 a accentué encore davantage la rupture entre l'orient russe et le pouvoir central.

Pour ces diverses raisons, la recherche de partenaires extérieurs est plus que jamais une condition impérative de succès. Au niveau international, la Russie est incluse dans le BRIC, acronyme qui désigne le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. Voués à un développement significatif[67], ces pays rassemblent leurs efforts pour favoriser leurs échanges commerciaux. Le montant de ces échanges augmente chaque année, et de nouveaux secteurs de coopération voient régulièrement le jour[68]. Mais au travers de ce rassemblement, et en raison de sa proximité géographique, la Chine paraît bien être le point d'entrée incontournable pour favoriser le développement de la Russie.

3.2.2 La Chine : le partenaire idéal a priori

La formidable expansion de l'économie chinoise

Deng Xiaoping a fait basculer de manière irréversible la Chine dans le monde capitaliste en 1978. Jiang Zemin a poursuivi les réformes dans son pays dans le même but. Un tel essor se traduit par d'importantes capacités d'investissements, domaine dans lequel les deux voisins semblent converger de plus en plus. Depuis qu'elle connaît un essor économique fulgurant, la Chine considère que sa relation avec la Russie ne peut se borner seulement à un pacte de sécurité.

Les nombreuses déclarations officielles

Nombreuses sont les déclarations d'intention qui traduisent la volonté politique de promouvoir le partenariat sino-russe dans le domaine économique. En 1996, Evguéni Primakov, ministre des affaires étrangères russes, a donné une impulsion importante pour développer les échanges commerciaux avec le voisin asiatique. Les rencontres officielles sont devenues de plus en plus régulières. Moscou et Pékin affichaient de grandes ambitions telles que l'objectif d'avoir des échanges à hauteur de 20 Md \$ pour 2000[69]. Dans les faits, cet objectif se soldera par un échec en raison notamment de l'inertie des comités exécutifs, et des difficultés chroniques de l'économie russe. En 2000, les liens économiques, encore modestes, se limitaient à 8 milliards de dollars[70]. Lorsque le président Poutine est arrivé au pouvoir, il comptait bien donner davantage de substance à cette coopération économique. Conscient des difficultés rencontrées par le passé, il a adopté une attitude très pragmatique et a obtenu quelques résultats concrets. Sa démarche visait à améliorer l'organisation existante (règlement des contentieux, recherche de standards pour le contrôle de la qualité, promotion de projets communs pour l'aviation civile...). Durant la période 2001-2005, les échanges entre la Russie et la Chine ont progressé puisqu'ils ont presque triplé, passant de 10,67 à 29,1 Md \$[71]. En 2006, Sergueï Prikhodko, assistant du président russe, a une nouvelle fois rappelé l'importance que la Russie accorde à la coopération économique avec son voisin : « Les Chinois disposent de ressources financières tandis que nos sociétés possèdent des technologies. Les unes et les autres doivent être associées pour travailler dans ces pays ». Côté chinois, les dirigeants ont reconnu les avancées du président Poutine pour favoriser l'essor économique, et plus

largement le développement de son pays[72].

Récemment, la Chine et la Russie ont signé huit accords de coopération à Pékin[73], stimulant l'investissement bilatéral et la coopération commerciale et technique. Ces accords couvrent des secteurs aussi divers que le commerce, l'énergie, la production automobile et la construction d'infrastructures. Ainsi, le volume des investissements contractés par la Chine s'élève en 2006 à 800 millions de dollars. Cette tendance au renforcement de la coopération pour les investissements chinois en Russie devrait se maintenir à l'avenir, du moins si l'on s'en tient aux ambitions des dirigeants chinois. Le vice- Premier ministre Mme Wu Yi a déclaré que d'ici à 2020, le volume total des investissements chinois en Russie devrait atteindre l'objectif des 12 milliards de dollars[74].

3.3 Une coopération mitigée et peu prometteuse

3.3.1 Une coopération qui progresse lentement

Le bilan des échanges commerciaux entre la Russie et la Chine met en évidence une coopération qui progresse régulièrement depuis 1992[75]. Le volume du commerce entre la Chine et la Russie s'est élevé à 29,1 milliards de dollars en 2005, en augmentation de 37% par rapport à l'année précédente[76]. En 2006, le volume du commerce bilatéral a atteint un record pour s'élever à 33,4 milliards de dollars, en hausse de 15% en base annuelle. Concernant les prévisions pour l'avenir, le volume commercial sino- russe devrait a priori atteindre entre 60 et 80 milliards de dollars d'ici 2010[77]. Cependant, ces chiffres sont à relativiser par rapport aux échanges globaux de chaque pays. A ce titre, la Russie arrive en huitième position pour le volume des échanges avec la Chine, elle-même quatrième partenaire commercial de la Russie. En 2005, les échanges commerciaux de la Chine étaient 10 fois plus importants avec les Etats-Unis qu'avec la Russie[78]. En 2006, le volume total des exportations russes s'est établi à 302 milliards de dollars, et la part de la Chine représente seulement 6,5%[79].

Concernant la nature des échanges entre ces deux pays, les dirigeants russes souhaitent depuis plusieurs années vendre à la Chine des produits de haute technicité, comme le rappelait le premier vice-premier ministre Dmitri Medvedev en janvier de cette année : « Nous trouvons important de développer notre coopération sur d'autres axes, par exemple les constructions mécaniques, les technologies de l'information et les produits de haute technicité »[80]. Cependant, en 2005, la part des articles des constructions mécaniques est tombée à 2,1%, et elle régresse régulièrement depuis plusieurs années[81]. A l'évidence, l'accroissement significatif des échanges commerciaux entre les deux pays ces dernières années concerne essentiellement les exportations d'énergies russes vers la Chine. Plusieurs difficultés expliquent ce niveau de coopération qui reste très peu varié.

3.3.2 Les difficultés internes en Russie

La difficile intégration de la Russie orientale qui obère les perspectives de développement économique au niveau local

Si la Russie orientale revêt une importance symbolique dans la conscience nationale, elle est restée secondaire dans les priorités gouvernementales pendant très longtemps. Les dirigeants politiques actuels, soucieux de promouvoir la Russie orientale, sont conscients du risque de

perte d'identité nationale dans cette région si éloignée de Moscou[82]. Dans le même temps, les responsables locaux se disent très inquiets des ambitions chinoises étant donné la disparité au niveau des densités de population de part et d'autre de la frontière[83]. Ceux-ci craignent en effet que les Chinois envahissent le marché du travail local, et qu'ils prennent en main tout le commerce local. Qui plus est, il existe une réelle phobie de l'immigration de masse. L'assimilation et la socialisation des étrangers ne font pas partie des fondements de la culture russe, et les populations sont peu prédisposées à la tolérance interethnique. Finalement, ces réticences constituent un réel frein au développement de toute coopération économique en Russie orientale avec le voisin chinois.

Une offre russe pas assez compétitive sur le marché international

Dans les années 1990, la Russie était jugée comme un partenaire peu fiable pour les échanges commerciaux en raison de non-respect des délais, et d'une qualité des produits exportés jugée insuffisante. La Chine, devenue méfiante, s'est naturellement tournée vers la concurrence occidentale au détriment de l'offre russe. Cette concurrence a également mis en évidence les importantes difficultés économiques internes de la Russie. En particulier, l'absence de réforme bancaire, la volatilité du rouble, et l'absence d'accords entre les banques russes et chinoises ont pénalisé les échanges commerciaux avec la Chine pendant très longtemps. C'est seulement en 2002 que la Russie et la Chine ont signé un accord bancaire sur la conversion du rouble en yuans[84]. Il n'est donc pas étonnant de constater que les Européens, au détriment de la Russie, ont remporté de nombreux marchés de rénovation de complexes industriels chinois construits par les Russes dans les années 1950. Enfin, l'entrée de la Chine dans l'OMC en 2001 a mis un terme à certaines pratiques qui favorisaient les échanges commerciaux avec la Russie, en particulier le régime des taxes préférentielles.

3.3.3 Des intérêts de plus en plus divergents

Des échanges commerciaux trop peu diversifiés

Lorsqu'on s'intéresse à la nature des échanges réalisés, on constate une grande divergence entre les objectifs russes et chinois. Une part importante de ces échanges concerne en effet les matières premières. Le président Poutine a toujours déploré que la Chine s'intéresse davantage aux approvisionnements en ressources énergétiques plutôt qu'aux projets axés sur les hautes technologies. Moscou entendait bâtir une coopération plus égale, proposant de troquer à l'avenir son pétrole contre des échanges de technologie. En ligne de mire, le président visait des investissements communs dans la construction aéronautique, dans l'industrie électronique, mécanique et nucléaire. L'objectif était entre autre de créer une alternative à l'Occident. Néanmoins, Pékin est resté très sceptique. En témoigne la proposition formulée en 2004 par le Premier ministre Wen Jibao qui promettait que la Chine investirait 12 milliards de dollars d'ici à 2020, avant de préciser peu après vouloir pénétrer le secteur énergétique russe[85]...

L'irrésistible ambition chinoise

A l'évidence, la Chine affiche de très fortes ambitions de puissance dominante dans l'espace centre asiatique. Jiang Zemin déclarait à ce sujet : « Vers 2050, nous aurons achevé notre modernisation. La Chine sera un pays fort, prospère, démocratique, civilisé et socialiste moderne[86] ». A terme, la Chine semble irrésistiblement attirée par une envie de jouer

l'unilatéralisme en sa faveur. Son influence devient d'ailleurs prépondérante au sein de l'OMC. Il semblerait également qu'elle veuille utiliser l'OCS comme plate forme pour promouvoir ses échanges commerciaux en Asie centrale. Cette organisation accorde en effet une attention de plus en plus grande aux questions économiques, ce qui s'accorde avec les intérêts de Pékin qui inonde les pays membres de produits chinois. Enfin, elle n'oublie pas que les Etats-Unis demeurent le premier client et qu'ils représentent 21% de ses exportations. Les échanges commerciaux de la Chine sont dix fois plus importants avec les Etats-Unis qu'avec la Russie[87].

Pour la première fois dans l'histoire, la Russie est devenue plus faible que la Chine. Elle est en fait confrontée à une situation particulièrement délicate. Si elle tire un certain bénéfice de sa coopération économique avec son voisin asiatique, elle redoute néanmoins les effets à long terme de l'essor extraordinaire de la Chine. C'est pourquoi tout en développant les formes de coopération, elle recherche dans un même temps à limiter les effets indésirables de cet essor. En l'occurrence, le partenaire d'aujourd'hui ne doit pas devenir le sévère concurrent de demain. On comprend les réactions de Moscou qui s'efforce de canaliser autant que possible les effets de la montée en puissance économique de son voisin. Moscou a cherché à promouvoir l'élargissement de l'OCS afin de diluer autant que possible l'influence de la RPC. D'autre part, en promouvant la communauté économique eurasiatique (Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, et Ouzbékistan), elle a également cherché à freiner l'intégration croissante de l'économie chinoise en Asie centrale[88].

CONCLUSION

La relation émergente entre Moscou et Pékin, qui s'est développée au lendemain de la guerre froide, a donné suite à un partenariat de portée stratégique particulièrement ambitieux. La déclaration commune de 2001 représente l'illustration ultime de cette convergence de points de vue. Mais six années plus tard, force est de constater que ces grandes ambitions soulèvent bon nombre de difficultés. Ces deux pays paraissent divisés autant par leurs similitudes que par leurs différences. Ils aspirent tous deux à devenir de grandes puissances mondiales, la Chine en tant que puissance émergente, et la Russie à la recherche de sa puissance perdue. La Russie, qui reprend confiance en elle suite à la relance progressive de son économie, pourrait bien durcir ses exigences vis-à-vis de son voisin chinois. Cela se traduirait par un ralentissement inévitable des diverses coopération entre ces deux grandes nations.

A de nombreux égards, les intérêts que la Russie défend ne sont pas nécessairement compatibles avec les objectifs visés par les responsables chinois sur le long terme. En premier lieu, certains responsables chinois considèrent que le partage du territoire dans la zone frontalière s'est fait au détriment de leur pays. Si la confrontation militaire paraît hautement improbable, le risque que la Chine investisse les régions d'Extrême-Orient russe par la voie de l'immigration de masse ne peut être écarté. D'autant que le déséquilibre démographique de part et d'autre de la frontière est flagrant. Sur le plan économique, la Russie vient à peine de se relancer grâce aux pétrodollars et la pérennité de sa croissance pose encore question, tandis que la Chine connaît une progression considérable depuis plusieurs années. La formidable ascension chinoise pourrait bien placer le voisin russe en position d'éternel junior. Par ailleurs, et paradoxalement, ces deux pays se livrent une compétition de plus en plus âpre pour obtenir les faveurs de l'Occident, en particulier des Etats-Unis. Les enjeux sont nombreux

: afflux d'investissements, soutien politique, ou arrangements avantageux pour la sécurité nationale. A l'évidence, ce pragmatisme vis-à-vis de l'Occident peut gêner les relations bilatérales sino-russes. Sur le plan militaire, Pékin s'est engagé dans une politique de réarmement et dispose à présent de forces conventionnelles modernes. Une pareille tendance soulève de multiples inquiétudes parmi les dirigeants russes qui deviennent de plus en plus préoccupés pour la sécurité nationale. Mais la relance de son économie interne et la diversification de ses clients extérieurs pourrait bien rendre la Russie moins dépendante de la Chine en matière d'exportation d'armements. Enfin, chaque partenaire est particulièrement soucieux de consolider son intégration dans la vie politique et économique internationale. Cela implique de préserver de bonnes relations avec la super puissance américaine. Immanquablement, cette dépendance réduit notablement la marge de manœuvre de chacun lorsqu'il s'agit de s'opposer aux intérêts américains.

Ainsi, à propos de la future relation sino-russe, le scénario le plus probable suggère que la Russie, à la recherche de sa puissance perdue, pourrait bien veiller à consolider sa position dans la région asiatique. Elle s'efforcerait du coup de varier l'ensemble de ses partenaires, et ne se cantonnerait plus à une relation privilégiée avec la Chine comme ce fut le cas ces quinze dernières années. Difficile dans ces conditions d'imaginer que le partenariat stratégique se développe de manière significative à l'avenir. Le risque qu'il devienne plus une constante rhétorique qu'une réalité profonde paraît bien réel, et l'on pourrait fort assister à une période de stagnation dans les relations entre ces deux grandes nations.

Manuscrit clos en mars 2007

Copyright mars 2007-Fontaine / www.diploweb.com

Notes

[1] L'intervention au Kosovo a été initiée en contradiction avec les principes fondamentaux qui régissent la charte de l'ONU. L'accord des membres du conseil de sécurité, en particulier de ses cinq membres permanents (France, Royaume-Uni, Etats-Unis, Chine et Russie) était indispensable pour légitimer l'intervention de l'OTAN. Etant donnée la position russe (et également chinoise) sur une action armée en Serbie, le veto était quasi certain. L'OTAN l'a contourné en "omettant" de demander au conseil de sécurité l'autorisation de frapper. Le secrétaire général de l'ONU a bien tenté de légitimer a posteriori l'action de l'OTAN, mais sa déclaration ne pouvait se substituer à une décision en bonne et due forme du conseil de sécurité.

En janvier 2003, la Russie s'est alignée sur la position franco allemande, et a annoncé son intention de formuler un veto au Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies à propos de la résolution souhaitée par les américains qui avait pour but d'autoriser l'intervention en Irak. Simultanément, la Russie et la Chine ont annoncé publiquement leur opposition à une toute intervention militaire en Irak.

[2] Source : « Les relations stratégiques Chine-Russie en 2005 : la réactivation d'une amitié pragmatique », Isabelle Facon, Note de la Fondation pour la Recherche Stratégique, 20 janvier 2006.

[3] Dès 1996, de nouveaux pays tels que la Pologne, la république tchèque, et la Hongrie ont été invités à rejoindre l'OTAN, ce qui a été suivi des faits en 1999.

[4] Pour mémoire, Taïwan a acquis du Patriot II, et s'est associé au THAAD (Theater High Altitude Area Defense). Il s'agit d'un système de défense capable de couvrir une zone très étendue, et pouvant intercepter un missile extra atmosphérique à des altitudes de 150 km environ. En 1999, les Etats-Unis proposent au Japon, à la Corée du Sud, et à Taïwan d'unir leurs efforts pour déployer des systèmes qui participent à la défense anti missile de théâtre en vue de protéger leurs territoires. Source : « Strategic partners russian-chinese relations in the post-soviet area », Pg 157 à 160, Jeanne L.Wilson, 2004

[5] Source : « Bouclier antimissiles américain : les menaces de Moscou », Marie Jégo, Le Monde, 20 février 2007.

[6] Primakov, nouveau ministre des affaires étrangères en 1996, est très bien perçu par Pékin, notamment parce qu'il est particulièrement méfiant des partenaires de l'Ouest. Comme le disait ce diplomate après avoir pris ses fonctions : « La Russie doit marcher sur ses deux jambes, l'une orientée vers l'Occident, l'autre vers l'Occident » - Source : Interview d'E.Primakov à la Krasnaja Zvezda du 10 janvier 1997.

[7] En 2000, le président Poutine déclarait qu'il n'excluait pas nécessairement l'adhésion de la Russie à l'OTAN. Dans un même temps, il évoquait les éventuels bénéfices pour la Russie dans le cas d'un déploiement de missiles de théâtre qui serait déployé en Europe. Les chinois, très préoccupés par de telles déclarations, ont souhaité vivement réactiver le rapprochement avec leur voisin russe. Source : « Strategic partners russian-chinese relations in the post-soviet area », pg 162, Jeanne L.Wilson, 2004.

[8] En 1996, création avec la médiation de la Russie du « Forum des cinq ». Il s'agit d'un accord sur le renforcement des mesures de confiance en matière militaire dans les régions frontalières (Chine, Russie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan). Etant donné le succès rencontré, les pays signataires décident de transformer le Forum en organisation en 2001. La nouvelle organisation se dénomme « Organisation de Coopération de Shanghai ». Fondée sur le principe de l'égalité et de la confiance mutuelle entre les partenaires, son champ d'action s'élargit et concerne à présent la démilitarisation des frontières, les mesures de confiance aux enjeux sécuritaires et économiques régionaux, le combat contre le terrorisme, le séparatisme, et l'extrémisme. En plus des six membres permanents, elle inclut des observateurs tels que la Mongolie, l'Inde, le Pakistan, et l'Iran.

[9] Communication du département pour l'information et la presse du ministère russe des Affaires étrangères. Source : RIA Novosti, 4 décembre 2004.

[10] Source : Alexandre Iakovenko, Rossiïskaïa Gazeta, 10 août 2005.

[11] Les Etats-Unis ont accordé une assistance financière importante aux Etats de la région et conclu des partenariats stratégiques élargissant la coopération aux domaines politiques et économiques. Source : « Equilibres géopolitiques en Asie centrale : la montée en puissance de la Chine », Annie Jafalian, Annuaire stratégique et militaire, pg 135 à 149, 2005. A ce jour, les Américains ne sont déployés que sur une seule base au Kirghistan, et le gouvernement américain verse un loyer de 207 millions de dollars par an. Source : Interview du président kirghiz Kourmanbek Bakiev, 15 janvier 2006 (http://www.internet-general.info/article.php?id_article=6373)

[12] Dans la déclaration des chefs d'Etat des pays membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai, à Astana, du 5 juillet 2005, on note : « Compte tenu du fait que s'est achevé la phase militaire active de l'opération anti-terroriste en Afghanistan, les Etats membres de l'Organisation de coopération de Shanghai jugent nécessaire que les membres concernés de la coalition anti-terroriste déterminent les délais définitifs de l'utilisation temporaire des infrastructures... et du déploiement des contingents militaires sur le territoire des pays membres de l'OCS ». Source : « Les relations stratégiques Chine-Russie en 2005 : la réactivation d'une amitié pragmatique », Isabelle Facon, Fondation pour la recherche stratégique, 2006.

[13] Le président Poutine a installé en 2003 une base russe à Kant, une première depuis la chute de l'URSS en 1991. Si la base américaine était jugée provisoire, celle de Kant a été faite pour durer puisqu'elle accueille les forces de réaction rapide de l'organisation du traité de sécurité collective de la CEI. Source : « Russes, Chinois et Américains convoitent ce petit Etat, carrefour stratégique », Marie Jégo, Le Monde du 26 mars 2005.

[14] Source : « Strategic partners russian-chinese relations in the post-soviet area », Pg35, Jeanne L.Wilson, 2004.

[15] Evguéni Primakov, ancien patron du KGB, est devenu ministre des affaires étrangères de janvier 1996 à septembre 1998, puis premier ministre de cette date jusqu'au 12 mai 1999.

[16] En juin 2001, le président Georges W.Bush déclare : « la Russie n'est pas l'ennemie des Etats-Unis [...] ; je suis convaincue qu'elle peut devenir un partenaire solide et un ami, beaucoup plus qu'on ne peut l'imaginer ». Source : « Asie-Pacifique : le jeu tripolaire de la Chine, Russie et des Etats-Unis », Fernand Lapotre, la Revue d'Etudes, novembre 2005.

[17] Le conseil OTAN-Russie (COR), établi au Sommet OTAN-Russie de Rome, le 28 mai 2002, a remplacé le conseil conjoint permanent (CCP), forum de consultation et de coopération créé sur la base de l'Acte fondateur. Le COR est un mécanisme de consultation, d'établissement de consensus, de coopération, de décision conjointe et d'action conjointe dans le cadre duquel les différents États membres de l'OTAN et la Russie travaillent ensemble. Ils se considèrent comme partenaires égaux sur toute une gamme de questions de sécurité d'intérêt commun.

[18] Source : « Equilibres géopolitiques en Asie centrale : la montée en puissance de la Chine », Annie Jafalian, Annuaire stratégique et militaire, pg 135 à 149, 2005

[19] Source : « Equilibres géopolitiques en Asie centrale : la montée en puissance de la Chine », Annie Jafalian, op. cit.

[20] Source : « Washington obtient des garanties sur sa présence militaire en Asie Centrale », Nathalie Nougayrède, Le Monde du 29 juillet 2005.

[21] La ministre Zhang Qiyue déclarait en 2001 : « Nous sommes très inquiets du projet de défense antimissiles balistique que les Etats-Unis entendent déployer et qui pourrait réduire à néant la crédibilité de notre petite force de dissuasion nucléaire ». Source : Prolifération de missiles et défense antimissiles an Asie du Nord Est - <http://www.unidir.org/pdf/articles/pdf-art2288.pdf>

[22] Extrait du discours de Vladimir Poutine prononcé à la conférence de Munich sur la sécurité le 10 février 2007 : « En ce qui concerne les projets prévoyant le déploiement en Europe d'éléments du système de défense antimissiles, ils ne manquent pas de nous inquiéter. Qui a besoin d'une nouvelle relance - inévitable en l'occurrence - de la course aux armements ? Je doute fort que ce soient les Européens. »

[23] Source : Site internet du département d'Etat des Etats Unis - <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/18902.htm> - <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/3183.htm>

[24] Source : « Chine-Russie. Grandes manœuvres pour la galerie », Elizabeth Wishnick, Courrier international N°774, 1 au 7 septembre 2005.

[25] A titre d'exemple, en 1999, 2/3 des 1600 sociétés impliquées dans l'industrie de Défense étaient au bord du dépôt de bilan. Parmi celles-ci, 670 étaient susceptibles de contractualiser avec le gouvernement, tandis qu'en 2000, leur nombre était tombé à 500. Et parmi ces 500, 50 seulement ont pu obtenir des marchés à l'export avec les pays étrangers. Source : « La Russie d'orient à la dérive », Kyong-Wook Shim, Pg 71, 2002.

[26] Source : « Strategic partners russian-chinese relations in the post-soviet area », Pg 105, Jeanne L.Wilson, 2004.

[27] Source : « La nouvelle idylle Moscou-Pékin », Maire Jégo, Le Monde, 28 mai 2006.

[28] Durant les années 1990, la Chine a financé ses achats d'armement en grande majorité avec des produits de consommation et alimentaires. Par exemple, pour la livraison de la première tranche des Su-27 (SK et UBK), en 1992, le client chinois n'a réglé que 35% du contrat en devises fortes, le reste étant payé en produits de consommation et alimentaires. Source : « La coopération militaro-technique entre la Russie et la Chine : bilan et perspectives », pg 28, Isabelle Facon, juillet 2006.

[29] Source : « Chinois et Russes achèvent des manœuvres militaires inédites », Marie Jégo, Le Monde, 25 aout 2005.

[30] Source : « Strategic partners russian-chinese relations in the post-soviet area », Pg 100, Jeanne L.Wilson, 2004.

[31] Source : « Chinois et Russes achèvent des manœuvre militaires inédites », Marie Jégo, Le Monde, 25 aout 2005.

[32] Source : « Sukhoï Su-33K modernisé pour Pékin », Air et Cosmos N°2056 du 8 décembre 2006.

[33] Source : « Chine-Russie : les affaires reprennent », TTU, 14 septembre 2005

[34] Source : Air et Cosmos N°2056 du 8 décembre 2006

[35] Source : « La coopération militaro-technique entre la Russie et la Chine : bilan et perspectives », pg 46, Isabelle Facon, juillet 2006.

[36] Source : « La résurrection de la stratégie énergétique de la Russie », Les pages du

CEREMS, 14 juillet 2005.

[37] A titre d'exemple, l'avion de chasse FC-1, développé par l'avionneur Chengdu en coopération avec Mikoyan, ne serait qu'une copie d'un projet soviétique, le « fighter 33, une version intermédiaire entre le MIG-21 et le MIG-23. Source : « La coopération militaro-technique entre la Russie et la Chine : bilan et perspectives », Isabelle Facon, juillet 2006.

[38] Source : « La résurrection de la stratégie énergétique de la Russie », Les pages du CEREMS, 14 juillet 2005.

[39] Les secteurs de l'électronique, de l'information, de la communication et de l'optique demeurent les parents pauvres de l'industrie et de la recherche et développement militaire russe. Source : « La coopération militaro-technique entre la Russie et la Chine : bilan et perspectives », pg 31, Isabelle Facon, juillet 2006.

[40] Dmitri Trenine, directeur adjoint du centre Carnegie de Moscou, déclarait à ce sujet : « la Russie...pourrait perdre son avance technologique sur la Chine, ce qui jusqu'à présent a constitué son principal avantage sur son voisin dans le domaine de la Défense ». Source : « Russias's China Problem », centre de Carnegie de Moscou, 1999.

[41] Source : « A fine Balance - the strange case of sino-russian relations », Russie.Cei.Visions, Bobo Lo, avril 2005.

[42] Idem note 41.

[43] « Washington s'inquiète des coopérations entre la Russie et la Chine dans le domaine des missiles de croisière. L'acquisition de bombardiers stratégiques armés de tels missile ferait peser une importante menace sur les forces américaines déployées dans le Pacifique ». Source : « La coopération militaro-technique entre la Russie et la Chine : bilan et perspectives », Isabelle Facon, juillet 2006.

[44] Source : « La coopération militaro-technique entre la Russie et la Chine : bilan et perspectives », pg29, Isabelle Facon, juillet 2006.

[45] Source : « La Russie cesse d'être liée aux achats d'armements de la Chine », Konstantin Makienko, Ria Novosti, 13 octobre 2006.

[46] Avec 38% des réserves prouvées mondiales de gaz et 6% de celles de pétrole, la Russie, héritière des gisements d'hydrocarbures, des infrastructures et des contrats de l'Union soviétique, est le premier producteur mondial de gaz et le deuxième producteur mondial de pétrole. Source : « Les enjeux géopolitiques des hydrocarbures de la Caspienne et de la Russie », C.Locatelli, Université de Grenoble II, mars 2006.

[47] Source : « La résurrection de la stratégie énergétique de la Russie », Les pages du CEREMS, 14 juillet 2005.

[48] Source : « Strategic partners russian-chinese relations in the post-soviet area », Pg82, Jeanne L.Wilson, 2004.

[49] Source : « Asie-Pacifique : le jeu tripolaire de la Chine, Russie et des Etats-Unis », la Revue d'Etudes de novembre 2005.

[50] Source : « Strategic partners russian-chinese relations in the post-soviet area », Pg82, Jeanne L.Wilson, 2004.

[51] Source : « Entre Pékin et Moscou, de l'énergie à revendre », Jean-Jacques Mével, Le figaro, 22 mars 2006.

[52] Source : Compte rendu provisoire du « Séminaire Russie-Chine : enjeux des coopérations militaires et du partenariat énergétique », Paris, Isabelle Facon, à paraître.

[53] Source : « La difficile dialogue énergétique : ce que l'on perd à l'ouest, on le gagne à l'est », RIA Novosti, 23 octobre 2006.

[54] Source : « Pékin lorgne sur le pétrole sibérien », Bail Silhong, Courrier international N°730, novembre 2004.

[55] Ces deux gazoducs devraient pouvoir livrer d'ici à 2011 80 Mds de mètres cube de gaz par an à la Chine. Source : « La Russie et la Chine renforcent leur coopération énergétique », Bruno Philip, Le Monde, 23 mars 2006.

[56] D'après Claude Mandil, directeur de l'Agence internationale de l'énergie, Gazprom ne sera pas en mesure à l'avenir d'honorer ses engagements. Sa production ces dernières années a stagné, et oscille entre 540 et 550 milliards de mètres cube par an. Source : « Gazprom le bras armé du Kremlin », Marie Jégo, Le Monde du 05 juillet 2006.

[57] BAM : Baïkal Amour Magistral est une ligne ferroviaire qui relie le lac Baïkal à la rivière Amour. Elle a été construite comme une alternative au Transsibérien. L'essentiel fut construit entre 1971 et 1984.

[58] Source : Compte rendu provisoire du « Séminaire Russie-Chine : enjeux des coopérations militaires et du partenariat énergétique », Paris, Isabelle Facon, à paraître.

[59] En 2002, le premier pétrolier chinois, la compagnie CNPC (China National Petroleum Corporation), qui s'était porté acquéreur de la compagnie pétrolière Slavneft à hauteur de 3 Mds de \$ suite à une ouverture de capital, avait finalement du renoncer à ce projet en raison de vives protestations de la classe politique russe. Source : « La compagnie pétrolière chinoise Sinopec prend pied dans le pétrole russe », Yves Bourdillon, Les Echos, 21 juin 2006.

[60] Source : « Le difficile dialogue énergétique : ce qu'on prend à l'ouest, on le gagne à l'est », RIA Novosti, 23 octobre 2006.

[61] A propos de la société Vostok Energy, le capital social est fixé à 10 millions de dollars dont 51% appartiennent à Rosneft et 49% à la CNPC. Source : « Le difficile dialogue énergétique : ce qu'on prend à l'ouest, on le gagne à l'est », RIA Novosti, 23 octobre 2006.

[62] Le tracé retenu relie Angarsk, qui dessert les gisements sibériens proches du lac Baïkal, et le port de Nakhoda, qui donne sur la mer du Japon. Source : « Chine/Russie : deux futurs

possibles », Futuribles, avril 2004.

[63] Selon le ministère des affaires étrangères chinois, « la Chine et la Russie honoreront leurs engagements sur la construction d'un oléoduc liant les deux pays ». Les tracés Angarsk-Nakhoda et Angarsk-Daqing présentent un tronç commun. Source : « Chine/Russie : deux futurs possibles », Futuribles, avril 2004.

[64] Source : « Entre Pékin et Moscou, de l'énergie à revendre », Jean Jacques Mével, Le Figaro, 22 mars 2006.

[65] Idem note 64.

[66] Source : « La Russie d'orient à la dérive », Pg 18, Kyong-Wook Shim, 2002.

[67] Si l'on en croit un rapport récent des analystes de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine se seront hissés d'ici à 2050 an rang de puissances majeures dans le monde. Source : « Chine/Russie : deux futurs possibles », Futuribles, avril 2004.

[68] Le chiffre d'affaires des échanges russo-chinois est estimé pour 2006 à 34 milliards de dollars. Celui de la Russie et du Brésil à 15 milliards... Source : « Rencontre entre les quatre géants de demain », RIA Novosti, 25 septembre 2006.

[69] Source : « Strategic partners russian-chinese relations in the post-soviet area », Pg29, Jeanne L.Wilson, 2004.

[70] Source : « Strategic partners russian-chinese relations in the post-soviet area », Pg35, Jeanne L.Wilson, 2004.

[71] Source : « Un sommet russo chinois axé sur la coopération économique et politique », RIA Novosti, 21 mars 2006.

[72] Wu Bangguo, président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de la RPC a déclaré en mai 2006 : « Sous votre direction (ie. M. Poutine), l'économie russe se développe dynamiquement, le niveau de vie de la population augmente, la stabilité sociale règne dans le pays, le prestige de la Russie s'accroît dans l'arène internationale » - Source : « Après 15 ans passés à boucher les trous, la Russie passe à une politique de développement (Poutine) », RIA Novosti, 20 juin 2006.

[73] Source : La Chine et la Russie signent huit accords de coopération pour faciliter l'investissement, 10 novembre 2006,
http://french.ningbo.gov.cn/art/2006/11/10/art_106_35865.html

[74] Source : internet : http://french.ningbo.gov.cn/art/2006/11/10/art_106_35865.html

[75] Les échanges commerciaux entre les deux pays s'élevait à 5,8 Mds \$ en 1992, 5,6 Mds \$ en 1999, 10,6 Mds \$ en 2001, 21 Mds \$ en 2004, 30 Mds \$ en 2005. Source : « Strategic partners russian-chinese relations in the post-soviet area », Pg61, Jeanne L.Wilson, 2004, et "Vladimir Poutine fait miroiter pétrole et nucléaire à la Chine" Yves Bourdillon, Les Echos, 22

mars 2006.

[76] Source : RIA Novosti, 19 septembre 2006.

[77] Source : RIA Novosti, 19 septembre 2006.

[78] Source : « L'axe Moscou Pékin se renforce », Fabrice Nodé Langlois, Le Figaro, 21 mars 2006.

[79] Source : Revue de la presse, RIA Novosti, 14 février 2007.

[80] Source : « Outre le pétrole, la Russie veut vendre à la Chine des produits de haute technicité », RIA Novosti, 02 février 2007.

[81] Source : « La Russie souhaite vendre davantage d'équipements à la Chine », RIA Novosti 08 novembre 2006.

[82] Comme le souligne le responsable du conseil de sécurité russe, Nikolaï Spasski, « si nous ne nous impliquons pas dans les processus d'intégration asiatique [...] nous échouons dans notre tentative de régler le problème de la reprise économique en Sibérie et en Extrême-Orient, de stopper la dépopulation de la partie Est du pays et de garantir notre sécurité dans l'axe asiatique face aux nouveaux défis et menaces ». Source : « Les processus en cours en Asie : principal défi à la sécurité nationale russe », RIA Novosti, 05 juin 2006.

Le président Poutine déclarait quant à lui que si la fédération de Russie ne fournissait pas « un réel effort, même la population indigène russe des régions extrêmes orientales parlerait bientôt principalement japonais, chinois, et coréen ». Source : discours lors de la conférence sur les perspectives de développement de l'Extrême Orient et de la Transbaïkalie - Blagovetchensk, 21 juillet 2000, accessible sur le site de la présidence russe - http://www.president.kremlin.ru/appears/2000/07/21/0000_type63378_28796.shtml.

[83] En Russie orientale, la population est tombée à 6,7 Mns d'habitants comparés aux 110 Mns de Chinois dans les régions frontalières. Source : « A fine Balance - the strange case of sino-russian relations », Russie.Cei.Visions, Bobo Lo, avril 2005.

[84] Source : « Strategic partners russian-chinese relations in the post-soviet area », Pg73, Jeanne L.Wilson, 2004.

[85] Source : « Vladimir Poutine en visite à Pékin », Patrick de Saint-Exupéry, Le Figaro, 14 octobre 2004.

[86] Source : « Strategic partners russian-chinese relations in the post-soviet area », Pg10, Jeanne L.Wilson, 2004.

[87] Source : « L'axe Moscou Pékin se renforce », Evgueni Bajanov, directeur de l'institut des relations internationales de Moscou, Le Figaro, 21 mars 2006.

[88] « La décision prise, en juin 2006, par cette dernière [la communauté économique eurasiatique] et l'OCS d'échanger des informations et de mener des consultations pourrait bien avoir été suggéré par Moscou qui chercherait ainsi à contrôler le développement de la

présence de la Chine en Asie centrale en valorisant le poids d'une structure multilatérale à laquelle le pays n'appartient pas ». Source : « L'organisation de coopération de Shanghai, ambitions et intérêts russes », Isabelle Facon, Fondation pour la recherche stratégique, juin 2006.

Bibliographie

Livres

SHIM Kyong-Wook, *La Russie d'Orient à la dérive*, Paris, L'Harmattan, 2002.

WILSON Jeanne L., *Strategic Partners Russian-Chinese relations in the post-soviet area*, New York, M.E Sharpe, 2004.

Etudes

COLIN Sébastien, « Le développement des relations frontalières entre la Chine et la Russie », *Les études du CERI*, 2003.

FACON Isabelle, « Séminaire Russie-Chine : enjeux des coopérations militaires et du partenariat énergétique », Fondation pour la recherche stratégique, 24 janvier 2005.

FACON Isabelle, MAKIENKO Konstantin, « La coopération militaro-technique entre la Russie et la Chine : bilan et perspectives », *Recherches et documents*, Fondation pour la recherche stratégique, 2006.

FACON Isabelle, « Les relations stratégiques Chine-Russie en 2005 : la réactivation d'une amitié pragmatique », *Notes de la FRS*, Fondation pour la recherche stratégique, 2006.

FACON Isabelle, « L'organisation de coopération de Shanghai, ambitions et intérêts russes », Dossier « La Russie et son étranger proche. De l'usage du soft power », *Courrier des pays de l'Est*, n° 1055, mai-juin 2006, pp. 26-37.

GARNETT Sherman, " Rapprochement or rivalry ?, Russia - China relations in a changing Asia ", *Carnegie Endowment for international Peace*, 2000.

GARNETT Sherman, " Challenges of the Sino-Russian Strategic Partnership ", *The Washington Quaterly*, Autumn 2001.

HOFFMAN Nathalie, « L'élargissement de l'OTAN comme facteur de rapprochement entre la Chine et la Russie », *Stratégique* n° 77, janvier 2001.

JAFALIAN Annie, « Equilibres géopolitiques en Asie centrale : la montée en puissance de la Chine », *Annuaire stratégique et militaire*, 2005.

LAPOTRE Fernand, « Asie-Pacifique : le jeu tripolaire de la Chine, Russie et des Etats-Unis », *la Revue d'Etudes*, novembre 2005.

LO Bobo, « The long sunset of strategic partnership : Russia's evolving China policy », *International Affairs* n° 80, février 2004.

LO Bobo, « A fine balance - The strange case of sino-russian relations », *Russie.Cei.Visions*, IFRI, avril 2005.

LOCATELLI.C, « Les enjeux géopolitiques des hydrocarbures de la Caspienne et de la Russie », Université de Grenoble II, mars 2006.

MARTIN Georges-Henri, LEBAS Colomba, LAVARDE Yves, « La résurrection de la stratégie énergétique de la Russie », *La question énergétique : évolutions et nouveaux enjeux, Dossier d'étude du CEREMS*, pp 14-18, 14 juillet 2005.

PERELMAN Rémi, « Chine/Russie : deux futurs possibles », *Futuribles* 04/2004 n° 296, pp 43-56, avril 2004.

Articles de périodiques

AIR ET COSMOS, « Sukhoï Su-33K modernisé pour Pékin », N°2056 du 8 décembre 2006.

FACON Isabelle, « Les relations Chine-Russie vues par Moscou : variable de politique étrangère ou réel partenariat stratégique », *Les Cahiers de Mars* n° 183, 1° trimestre 2005.

SILHONG Bail, « Pékin lorgne sur le pétrole sibérien », *Courrier international* N°730, novembre 2004.

Articles de presse

BAJANOV Evgueni, « L'axe Moscou Pékin se renforce », *Le Figaro*, 21 mars 2006.

BOURDILLON Yves, « La compagnie pétrolière chinoise Sinopec prend pied dans le pétrole russe », *Les Echos*, 21 juin 2006.

DE SAINT-EXUPERY Patrick, « Vladimir Poutine en visite à Pékin », *Le Figaro*, 14 octobre 2004.

EUDE Yves, « Sakhaline sous le choc pétrolier », *Le Monde*, 27 juin 2006.

FAUJAS Alain, « L'OCDE met en garde la Russie contre ses succès économiques », *Le Monde*, 27 novembre 2006.

IAKOVENKO Alexandre, *Rossiïskaïa Gazeta*, 10 août 2005.

JEGO Marie, « Russes, Chinois et Américains convoitent ce petit Etat, carrefour stratégique », *Le Monde*, 26 mars 2005.

JEGO Marie, « Chinois et Russes achèvent des manœuvres militaires inédites », *Le Monde*, 25

août 2005.

JEGO Marie, « La nouvelle idylle Moscou-Pékin », *Le Monde*, 28 mai 2006.

JEGO Marie et PHILIP Bruno, « Au forum de Shanghai, Russes, Chinois et Iraniens font contre-feu à Washington », *Le Monde*, 17 juin 2006.

JEGO Marie, « Gazprom le bras armé du Kremlin », *Le Monde*, 5 juillet 2006.

JEGO Marie, « Bouclier antimissiles américain : les menaces de Moscou », *Le Monde*, 20 février 2007.

MEVEL Jean-Jacques, « Entre Pékin et Moscou, de l'énergie à revendre », *Le Figaro*, 22 mars 2006.

NODE LANGLOIS Fabrice, « L'axe Moscou Pékin se renforce », *Le Figaro*, 21 mars 2006.

NOUGAYREDE Nathalie, « A Saint Pétersbourg, Vladimir Poutine soigné la Chine et les Etats-Unis », *Le Monde*, 31 mai 2005.

NOUGAYREDE Nathalie, « Washington obtient des garanties sur sa présence militaire en Asie centrale », *Le Monde*, 29 juillet 2005.

NOUGAYREDE Nathalie, « Pétrole, l'été où tout a basculé », *Le Monde*, 10 septembre 2005.

PHILIP Bruno, « La Russie et la Chine renforcent leur coopération énergétique », *Le Monde*, 23 mars 2006.

WISHNICK Elizabeth, « Chine-Russie. Grandes manœuvres pour la galerie », *Courrier international* N°774, 1 au 7 septembre 2005.

Sources internet

RIA NOVOSTI, « Un sommet russo chinois axé sur la coopération économique et politique », 21 mars 2006.

RIA NOVOSTI, « Les processus en cours en Asie : principal défi à la sécurité nationale russe », 05 juin 2006.

RIA NOVOSTI, « Après 15 ans passés à boucher les trous, la Russie passe à une politique de développement », 20 juin 2006.

RIA Novosti, 19 septembre 2006.

RIA NOVOSTI, « Rencontre entre les quatre géants de demain », 25 septembre 2006.

RIA NOVOSTI, « La Russie cesse d'être liée aux achats d'armements de la Chine », MAKIENKO Konstantin, 13 octobre 2006.

RIA NOVOSTI, « La difficile dialogue énergétique : ce que l'on perd à l'ouest, on le gagne à

l'est », 23 octobre 2006.

RIA NOVOSTI, « La Russie souhaite vendre davantage d'équipements à la Chine », 08 novembre 2006.

RIA NOVOSTI, « Outre le pétrole, la Russie veut vendre à la Chine des produits de haute technicité », 02 février 2007.

RIA NOVOSTI, Revue de la presse, 14 février 2007.

Discours de la conférence sur les perspectives de développement de l'Extrême Orient et de la Transbaïkalie, Blagovechtchensk - <http://www.president.kremlin.ru/appears/>

2000/07/21/0000_type63378_28796.shtml, 21 juillet 2000.

Interview du président kirghiz Kourmanbek Bakiev -
http://www.internet-general.info/article.php3?id_article=6373, 15 janvier 2006.

La Chine et la Russie signent huit accords de coopération pour faciliter l'investissement,
http://french.ningbo.gov.cn/art/2006/11/10/art_106_35865.html, 10 novembre 2006

Prolifération de missiles et défense antimissiles en Asie du Nord Est -
<http://www.unidir.org/pdf/articles/pdf-art2288.pdf>

Russia-China Security Cooperation -
http://www.pinr.com/report.php?ac=view_report&report_id=558&language_id=1, 27 novembre 2006

P.-S.

Commandant, Armée de l'Air, France, CID, 14e promotion